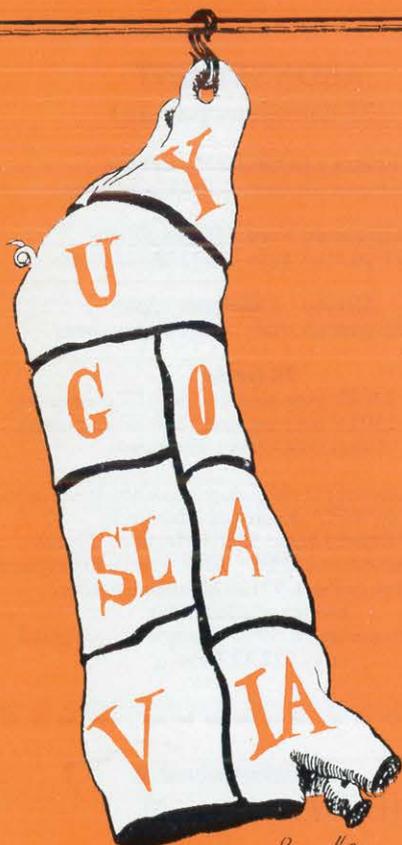


# INpreCOR

Numéro 332 du 7 au 20 juin 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

YOUGOSLAVIE  
L'ogre serbe



Rose Hagin

- FRANCE  
"Recomposition" syndicale ?
- NICARAGUA  
Interview de Daniel Ortega
- TUNISIE  
Complot intégriste ou  
machination ?

## L'Europe des flics



# INpreCOR

SOMMAIRE DU N° 332  
DU 7 AU 20 JUN 1991

3

**YOUgoslavIE**  
Le boomerang du Kosovo  
*Michele LEE*

6

**FRANCE**  
Au nom de la "recomposition"  
*Pierre REME*

9

**EUROPE**  
Syndicats en quête de concertation  
*Joaquin NIETO*

10

La forteresse Schengen  
*Béatrice RAYMAN*

12

**ITALIE**  
Un camouflet pour Occhetto  
*Livio MAITAN*

13

« En tant que communistes »  
**DOCUMENT**

14

**IRAK**  
La barbarie à visage inhumain  
**DOCUMENT**

16

Témoins du cauchemar  
**DOCUMENT**

17

**TUNISIE**  
L'offensive du pouvoir  
*Ali BEN SAAD*

19

**NICARAGUA**  
« Une force révolutionnaire »  
*Interview de Daniel ORTEGA*

22

**VIET-NAM**  
L'ère de "paix mondiale" ?  
*Pierre ROUSSET*

24

« Le cinquième dragon »  
**DOCUMENT**

26

**Nouvelles du monde**  
ALLEMAGNE — CORSE — ETAT ESPAGNOL  
ETATS-UNIS — ILE MAURICE — TCHECOSLOVAQUIE

28

**ALGERIE**  
L'état de siège  
*Chawki SALHI*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement  
le point de vue de la rédaction.



## INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC  
(Presse-Édition-Communication)

Administration :  
2 rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil, France  
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :  
Christian Lamotte  
Commission paritaire  
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS  
Tél. : 45 32 06 23

## ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe  
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient  
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

### Pli fermé

France : 230 FF pour six mois. 460 FF pour un an.  
Europe : 250 FF pour six mois. 500 FF pour un an.  
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre  
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,  
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,  
compte n° 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal  
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

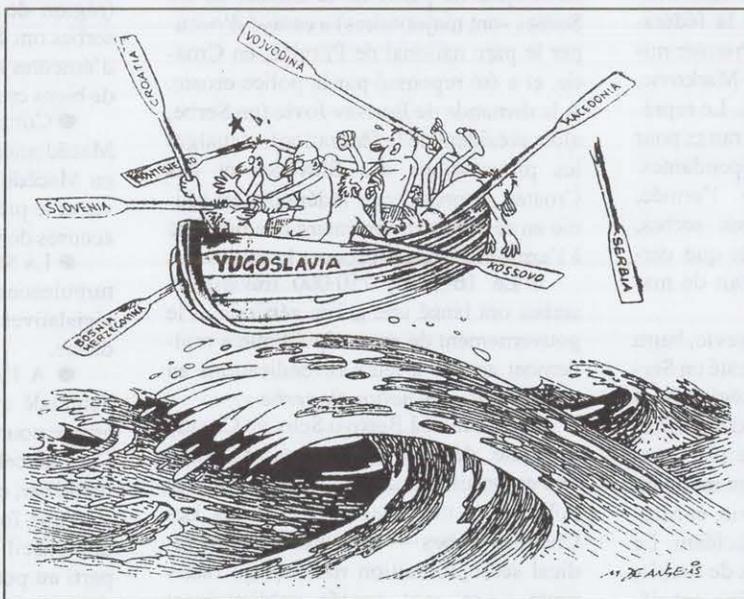
Pays : .....

# Le boomerang du Kosovo

**La dernière crise yougoslave en date a débuté le 15 mai 1991, quand la Serbie et ses satellites ont détourné la Constitution yougoslave en empêchant Stipe Mesic, représentant de la Croatie à la présidence fédérale (la direction collective de l'Etat yougoslave), d'assumer la présidence qui lui revenait pour un an. Le vote qui a eu lieu à cette occasion a confirmé les lignes de division fondamentales : les représentants de Macédoine, de Bosnie-Herzégovine, de Slovénie et de Croatie ont voté pour Mesic ; la Serbie, la Vojvodine, le Kosovo et le Monténégro contre. Mais les délégués qui ont voté au nom de la Vojvodine et du Kosovo n'avaient aucun droit politique ou légal de siéger dans cette instance.**

Michele LEE

communistes de Yougoslavie (LCY), les élections pluralistes en Slovénie et en Croatie et — plus important — l'instauration de la terreur au Kosovo, l'Assemblée de cette province a déclaré l'indépendance du Kosovo par rapport à la Serbie.



Cette dernière a répondu en dissolvant le Parlement et le gouvernement provinciaux, puis sa propre Assemblée a voté une nouvelle Constitution serbe, qui donne aux provinces un statut moins important encore que celui des municipalités.

Avec l'adoption de cette nouvelle Constitution serbe, la fédération telle que

la définissait la Charte yougoslave a cessé d'exister. L'absence d'une assemblée qui fonctionne, les représentants du Kosovo au Parlement et à la présidence fédérales sont devenus illégitimes — tout comme le travail de ces instances. Les autres républiques, uniquement préoccupées de leurs propres intérêts, ont toléré cette situation d'illégalité jusqu'au 15 mai 1991 quand il est devenu impos-

sible d'ignorer cette question plus longtemps.

## La fédération en sursis

En effet, maintenant que la Serbie a réussi à empêcher l'accession à la présidence du représentant croate, il est manifeste que c'est cette république et non Yougoslavie qui décidera de l'avenir

du pays. La présidence fédérale a disparu. Le boomerang lancé au Kosovo en 1988 est retourné, trois ans plus tard, séner un coup mortel à Yougoslavie. La décision du gouvernement serbe de débarrasser de la présidence fédérale yougoslave quelqu'un qu'il considère tous les jours comme un gâcheur de son contrôle échappé à sa propre survie (4).

Début 1991, Milosevic semblait être au faîte de son pouvoir. Bien que la dissolution de la LCY ait échoué, son plan initial consistait à utiliser l'appareil du parti pour faire trouver à la Serbie l'hégémonie dont elle bénéficiait de

la Yougoslavie de l'avant-guerre — pouvait continuer à penser qu'il parviendrait à ce but, à cause de l'hostilité

1) Voir *Inprecor* n° 307 du 20 avril 1990.

2) Voir *Inprecor* n° 316 du 12 octobre 1990.

3) La population du Kosovo est composée à 90 % d'Albanais ; on y trouve aussi des Serbes et des Monténégrins.

4) Voir *Inprecor* n° 327 du 29 mars 1991.

dente de l'armée aux nouveaux régimes de Slovénie et de Croatie. Etant donné qu'elle contrôle quatre unités fédérales, la Serbie jouit aujourd'hui d'une influence disproportionnée au sein des institutions fédérales. A la présidence, qui détient aussi le commandement en chef de l'armée, Milosevic dispose maintenant de quatre voix sur huit. De plus, soutenu par des renégats tels Mihailo Markovic (5), il a encouragé la rébellion armée des Serbes qui vivent dans certaines régions de Croatie (la prétendue Krajina) et de Bosnie-Herzégovine, afin de miner la capacité de résistance de ces républiques. Enfin, et ce n'est pas négligeable, en remportant une large majorité lors des élections de 1990 en Serbie, il avait marginalisé sa propre opposition.

### La stratégie de la déstabilisation

Les manifestations de mars 1991 en Serbie ont cependant représenté un moment de vérité pour Milosevic (6). Celui-ci est ainsi entré dans l'histoire yougoslave comme le premier dirigeant d'une république à avoir demandé l'intervention de l'armée pour régler un problème local. Il a d'ailleurs fait pression sur l'armée pour qu'elle instaure l'état d'urgence dans tout le pays. Mais cette dernière — en général zélée, mais craignant une rupture de discipline dans ses propres rangs — a refusé d'obtempérer sans l'assentiment de la présidence de la fédération. Celle-ci, soutenue par le Premier ministre de la Yougoslavie, Ante Markovic, a rejeté la requête de Milosevic. Le représentant du Kosovo a rompu les rangs pour voter avec les républiques indépendantes. Le haut-commandement de l'armée, ébranlé par les manifestations serbes, s'est rallié à Markovic — bien que certains de ses membres l'aient fait de manière ambiguë.

A partir de cette date, Milosevic, battu à la présidence fédérale et contesté en Serbie, a choisi une nouvelle stratégie visant à paralyser le fonctionnement des institutions fédérales. Il a commencé par accuser la présidence fédérale d'être un agent de destruction de la Yougoslavie, et Markovic d'être un suppôt de l'Occident. Le 16 mars 1991, les représentants de Serbie, du Monténégro, et de Vojvodine ont démissionné de la présidence. Milosevic a déclaré que cette instance n'existait plus et que la Serbie ne la reconnaissait plus. Lors d'une réunion secrète convoquée à la hâte, il a annoncé aux dirigeants des gouvernements locaux de Serbie que leur république était, de fait, en état de guerre. Mais son bluff a échoué et, deux jours plus tard, il a repris sa place à la prési-

dence comme si de rien n'était — mais, en fait, il a reculé pour mieux sauter. Le représentant du Kosovo a été sommairement placé aux arrêts chez lui et remplacé par un personnage nommé par l'Assemblée serbe, Sejdo Bajramovic. C'est un choix saugrenu, même dans le contexte récent de la politique serbe : élu avec 0,03 % des votes dans sa circonscription du Kosovo (les Albanais ont unanimement boycotté les élections serbes), ce sergent à la retraite n'est réputé que pour sa passion du jeu. La Vojvodine et le Monténégro ont aussi changé leurs représentants à la présidence fédérale.

Entre la mi-mars et la mi-mai 1991, la Yougoslavie a connu les affres d'un pays vacillant entre la guerre civile et le coup d'Etat militaire, tandis que sa "politique" devenait jour après jour une coquille vide. A plusieurs reprises, en mars et en avril, les dirigeants des différentes républiques se sont réunis, en compagnie d'un essaim de journalistes, sous prétexte de forger un nouveau consensus. Ces rencontres, qui se sont toutes soldées par des échecs, n'ont servi qu'à permettre à Milosevic de retrouver une position de force en Serbie. Sa stratégie de déstabilisation lui a au moins donné un nouveau délai.

Voici un bref résumé de certains des éléments clefs de la période allant de la fin mars à la mi-mai 1991, qui illustre la stratégie de Milosevic.

● Le 31 mars, une unité armée venue de Krajina (la partie de la Croatie où les Serbes sont majoritaires) a essayé d'occuper le parc national de Plitvice, en Croatie, et a été repoussé par la police croate. A la demande de Borisav Jovic (un Serbe, alors président de la fédération), et malgré les protestations des Slovènes et des Croates, la présidence fédérale s'est réunie en session extraordinaire et a ordonné à l'armée fédérale d'occuper le parc.

● Le 16 avril, 750 000 travailleurs serbes ont lancé une grève générale et le gouvernement de cette république a rapidement accédé à leurs revendications au nom de « l'unité nationale serbe ».

● Le 2 mai, à Borovo Selo, en Croatie orientale, des militants serbes ont tendu une embuscade à un bus transportant des policiers croates, faisant douze morts. Les Chetniks serbes — membres du Parti radical serbe, formation nationaliste fascisante — se sont vantés publiquement d'avoir participé au massacre ; le fait que certaines des victimes aient été gravement torturées ajoute foi à leurs propos. Ces événements ont été suivis par une nouvelle réunion extraordinaire de la présidence fédérale, et d'une autre menace de coup de force militaire — une nouvelle partie de la Croatie a été occupée par l'armée.

● En Bosnie-Herzégovine, les partisans serbes de Milosevic ont proclamé l'existence de deux nouvelles "Krajina", considérées comme de futures parties de la Serbie, et ont refusé de continuer à reconnaître l'autorité du gouvernement de la république.

● Un sentiment d'hostilité envers l'armée s'est profondément développé en Croatie, atteignant son point culminant le 6 mai, à Split, quand 30 000 travailleurs regroupés à l'extérieur du centre de commandement de la marine ont demandé la levée du blocus des villages croates par la milice de Krajina (avec la complicité de l'armée). La mort d'un soldat, survenue à cette occasion, a provoqué une troisième réunion extraordinaire de la présidence fédérale durant laquelle l'armée a obtenu des pouvoirs de police supplémentaires en Croatie.

● En Bosnie-Herzégovine, la population de plusieurs villes et villages peuplés par des Croates, redoutant une intervention militaire imminente en Croatie, a occupé les rues afin de bloquer le passage des tanks se dirigeant vers la Croatie. L'armée y a envoyé une unité de parachutistes pour "libérer" ses troupes. Ce conflit a finalement été résolu grâce aux efforts combinés des présidents de Croatie et de Bosnie-Herzégovine.

● Cependant, après l'assassinat d'un Dalmate par un militant de Krajina, des émeutes anti-serbes ont éclaté dans les ports de Zadar et de Sibenik en Dalmatie (région de la Croatie), et des propriétés serbes ont été mises à sac. Cela a été suivi d'émeutes anti-croates et de la destruction de biens croates en Krajina.

● Comme le soldat tué à Split était Macédonien, il y a eu des manifestations en Macédoine, durant lesquelles Milosevic et le président croate Tudjman ont été accusés de vouloir la guerre.

● La Slovénie a répondu à toutes ces turbulences en accélérant les procédures législatives pour préparer son indépendance.

● A l'Assemblée serbe, certains ont demandé que la Serbie puisse lever une armée pour faire la guerre à ses ennemis. Comme cela a été rejeté (de manière formelle car, en réalité, la Serbie dispose déjà d'une force paramilitaire bien armée), un conseil national serbe, comprenant le parti au pouvoir et les principales formations de l'opposition, a été mis sur pied, avec comme objectif principal « la créa-

5) Dans les années 60, Mihailo Markovic appartenait à la rédaction de la revue *Praxis* ; il a exercé une grande influence philosophique et politique sur la gauche yougoslave. Banni de Yougoslavie au début des années 70, il y est maintenant revenu et est devenu l'un des plus fidèles soutiens de la politique nationaliste de Milosevic. Il est actuellement vice-président du Parti socialiste de Serbie (la formation de Milosevic).

6) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

tion d'un Etat pour tous les Serbes » — le slogan de l'extrême droite serbe.

● L'effervescence politique s'est aussi manifestée au Monténégro, où l'opposition a définitivement quitté l'Assemblée de la république.

● Dans la partie serbe du Sandjak, qui est principalement musulmane, un conseil national musulman a été créé, dans le but d'obtenir une autonomie locale.

● En mai également, les autorités serbes ont distribué des armes à feu à tous les Serbes du Kosovo, qui s'entraînent en tirant sur des civils albanais désarmés.

### Milosevic veut la guerre

A la mi-mai, une crise constitutionnelle est venue s'ajouter à ce mélange explosif. Le 10 mai, une session de l'Assemblée fédérale s'est terminée dans la confusion quand les délégués de Croatie, de Slovénie et du Kosovo ont refusé de reconnaître Bajramovic comme représentant du Kosovo à la présidence fédérale. La Vojvodine et le Monténégro ont alors retiré leurs propres candidats. Le 15 mai, aux côtés de la Serbie et du Kosovo (temporairement représenté par le vice-président de l'Assemblée serbe !) ont voté contre le Croate Mesic. Le pays s'est soudain retrouvé sans chef d'Etat.

Le Premier ministre fédéral, Ante Markovic, soutenu par l'armée, a proposé un compromis : la Slovénie et la Croatie devraient accepter Bajramovic si, en échange, la Serbie votait pour Mesic. La Slovénie a refusé cet ignoble marché, mais la Croatie, désespérée, l'a accepté — et s'est faite piéger. Une autre victime de ces manœuvres a été l'ambassadeur des Etats-Unis à Belgrade, à qui Milosevic avait personnellement assuré que la Serbie voterait pour Mesic si Bajramovic était confirmé dans son poste à l'Assemblée fédérale. Au sein de cette dernière, les délégués du Kosovo ont protesté contre le cynisme avec lequel étaient traités leurs droits — les Serbes leur ont répondu en remettant en cause le droit des Albanais à siéger dans cette Assemblée. En définitive, bien que les délégués slovènes et albanais, suivis par de nombreux Croates et musulmans, aient voté contre Bajramovic, sa candidature est passée.

Mais la farce a atteint son paroxysme quand, lors d'une nouvelle réunion de la présidence, la Serbie, le Monténégro, la Vojvodine et le Kosovo ont solennellement voté à nouveau contre Mesic. Les représentants slovènes, croates et macé-

doniens ont plié bagage et sont rentrés chez eux. La seconde tentative de Milosevic pour détruire la présidence fédérale avait réussi. Sa prochaine cible sera le gouvernement fédéral.

La logique qui sous-tend cette combinaison de crise au sommet et de développement du chaos à la base a été exposée par la branche serbe de l'Alliance des forces pour la réforme (qui appuie Ante Markovic) : « *En faisant barrage à l'élection du représentant de la Croatie au poste de président, le régime personnel de Milosevic a révélé ses véritables intentions quant à l'avenir de la Yougoslavie. Nous assistons à l'acte final de la destruction de la fédération, qui a été poursuivi pendant les dernières années à partir d'un plan précis : obliger la Slovénie à quitter le pays ; causer le chaos et la dé-*



*sintégration territoriale de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine ; transformer la Macédoine en province méridionale de la Serbie ; provoquer une intervention militaire au nom de la protection de la Yougoslavie — comprise comme une propriété serbe ; arrêter toutes les réformes et empêcher tout changement politique et économique qui pourrait remettre en question le régime personnel de Milosevic.*

» *Par leur refus d'accepter la procédure prévue par la Constitution pour l'élection du président fédéral, les représentants de la prétendue "Serbie unifiée", agissant comme les exécutants personnels de Milosevic, ont montré qu'ils ne reconnaissent pas l'égalité et la souveraineté des autres républiques, et qu'ils n'acceptaient pas les règles élémentaires de la procédure démocratique. En d'autres termes, ils ont montré qu'ils ne reconnaissent plus la Yougoslavie.* »

Si tel est le cas, la guerre reste la seule perspective. Depuis les manifestations de mars, le régime de Milosevic a rapidement évolué à droite, allant jusqu'à coo-

pérer avec les Chetniks. Ses partisans dans tout le pays — Milan Babic dans la Krajina croate et Radovan Karadzic, son homologue en Bosnie-Herzégovine — collaborent ouvertement avec le dirigeant chetnik, Vojislav Seselj. A en juger par l'occupation croissante de la Croatie, par la désintégration de l'autorité du gouvernement de Bosnie-Herzégovine, par la multiplication des incidents auxquels sont mêlés des civils armés, et par le nombre croissant des victimes, il serait juste de dire que la guerre civile a déjà commencé en Yougoslavie.

En outre, la destruction de la présidence yougoslave laisse l'armée sans commandement en chef civil, ce qui renforce les courants putschistes en son sein. Il est évident, cependant, qu'un coup d'Etat militaire ne ferait qu'accélérer la désintégration de l'armée — c'est pourquoi ses dirigeants, qui travaillent avec Markovic, ont soutenu l'élection de Mesic.

### Le jeu de l'extrême droite

Mais le temps presse pour la Yougoslavie. Seul un miracle — l'émergence d'une alternative démocratique en Serbie, assez forte pour déposer Milosevic — pourra maintenant la sauver. Une telle situation s'est presque matérialisée, début mars, quand la démocratie serbe a montré ses énormes potentialités. A ce moment-là, la jeunesse de Serbie demandait une alternative à la politique belliciste de Milosevic. Elle a été mise de côté, cependant, par les principaux partis de l'opposition, désireux de suivre Milosevic dans sa quête mégalomaniacale d'une "Grande Serbie".

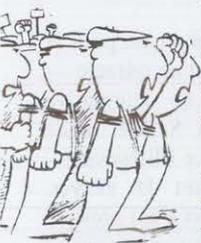
Voilà la tragédie serbe. Ladite opposition démocratique semble ne pas se rendre compte que Milosevic fait la part belle aux Chetniks non seulement pour les utiliser comme force de combat contre les Croates, les musulmans, les Albanais, les Slovènes, les Macédoniens, etc., tous ces « ennemis de la nation », mais aussi parce qu'il les considère comme une garantie contre toute "révolution de velours" en Serbie — ce n'est qu'à la suite des manifestations de mars que le régime a décidé de légaliser le Parti radical serbe de Seselj. Les démocrates serbes feraient bien d'écouter les paroles qu'Ibrahim Rugova, dirigeant du Parti démocratique albanais, a adressé à ses compatriotes slaves : « *Vous êtes tous des Albanais en puissance.* » ★

3 juin 1991

# Au nom de la "recomposition"

Pluraliste (1), traditionnellement marqué par un faible taux d'adhérents, le mouvement syndical français est aujourd'hui très affaibli. Son caractère militant, son cadre autrefois unitaire, notamment entre 1966 et 1978, lui ont souvent donné des capacités de lutte importantes. Depuis la rupture de l'unité d'action entre les deux principales centrales, la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération française démocratique du travail (CFDT), il y a douze ans, le mouvement syndical organisé a perdu la moitié de ses effectifs — l'hémorragie varie selon les secteurs professionnels ; actuellement à peine 5 % des salariés de la métallurgie, par exemple, demeurent syndiqués !

Pierre REME



LA COMPLICITÉ des deux principaux syndicats avec les gouvernements en place depuis 1981 — la soumission aux intérêts du Parti communiste français (PCF) pour la CGT ; ou à un courant du Parti socialiste (PS) pour la Fédération de l'Education nationale (FEN) et la CFDT — n'a rien arrangé. Il existe aujourd'hui parmi les travailleurs une énorme méfiance à l'égard des directions syndicales nationales, alors que 80 % des salariés affirment, dans les sondages, avoir besoin d'une organisation syndicale dans l'entreprise, ou pour défendre les grandes revendications.

Un tel contexte impose à une bureaucratie, fut-elle obtuse et bornée à d'étroites perspectives d'aménagement social, de penser sa survie à long terme. C'est ainsi que des dirigeants de la FEN et de la CFDT ont conçu un projet — destructeur s'il aboutissait — dit de "recomposition" syndicale. Ils veulent profiter du déclin du PCF, de la faiblesse des luttes sociales, et de la désorientation de nombreux militants syndicaux pour sanctionner par une structuration du syndicalisme une nouvelle étape historique, en partant d'une tentative d'unification de la FEN et de la CFDT, en liaison évidemment avec les projets sociaux-démocrates.

Selon eux, il y aurait moyen de trouver de meilleurs terrains d'entente avec le patronat et les gouvernements successifs si le mouvement syndical était « réaliste

et responsable sur le plan économique ».

La FEN et la CFDT veulent se faire le relais des "ouvertures" modernistes des multinationales et de tel ou tel ministre "socialiste" ou "centriste" — il s'agit notamment des courants chrétiens-sociaux prêts à s'allier au gouvernement. Si les "partenaires" (c'est-à-dire le patronat) savaient que les syndicalistes gèrent les dossiers avec des critères voisins des leurs, sans doute se montreraient-ils plus compréhensifs qu'ils ne le sont aujourd'hui face à des militants prêts à tirer parti de tout pour faire pencher le rapport de forces en leur faveur. Tel est l'espoir de ces dirigeants, engagés dans le projet de "recomposition" !

## Un projet destructeur

Bref, pour la direction actuelle de la CFDT comme pour celle de la FEN, il faut "tourner la page" du syndicalisme français de lutte de classe : il faut regrouper les "bons" éléments pour isoler les "mauvais" — communistes ou pas — qui ne veulent pas se soumettre ! Que le prix à payer pour ce dessein passe par des scissions ne les fait pas reculer. Ainsi, après la lutte des infirmières et des employés des postes et télécommunications (PTT), la direction de la CFDT a exclu, au début de l'année 1989, des responsables syndicaux et d'organisations locales ou régionales qui avaient soutenu les exigences de contrôle démocratique des grévistes (2). Certes, des "luttes sauvages" risquent encore d'éclater dans l'avenir et de se doter de "coordinations", mais, à long terme, selon les directions de la CFDT et de la FEN, seules les organisations "capables de négocier" l'emporteront. Elles espèrent d'ailleurs aussi qu'un changement



des formes de financement viendra récompenser les syndicalistes dévoués. Tout ce qui les éloigne de la cotisation volontaire leur paraît bon, car le syndicalisme libre véhicule naturellement une exigence d'indépendance et un certain type d'adhésion, alors qu'un syndicalisme plus ou moins dépendant financièrement du patronat ou du gouvernement apparaîtrait avant tout comme un agent spécialisé dans la négociation.

D'ores et déjà, nombre de problèmes cruciaux sont gérés en commun par ces deux directions syndicales. En 1989, CFDT et FEN ont, pendant cinq mois de grève unitaire des agents des Finances, évité le moindre mouvement convergent dans le reste de la Fonction publique (3). Ces centrales ont signé, au printemps 1990, un accord de "revalorisation-reclassification" qui était loin de satisfaire les aspirations des salariés, en se refusant à organiser une consultation de leurs adhérents. La guerre du Golfe les a amenées, début septembre 1990, à affirmer leur volonté de modérer les revendications "si nécessaire".

Pourtant leur ambition de "recomposition" et de redécoupage politique se heurte à certaines difficultés.

Les directions de la FEN et de la CFDT comptaient, dans leurs plans, sur

1) Hors de France, l'existence de cinq confédérations syndicales et d'une Fédération de l'Education nationale est difficile à comprendre : Confédération générale du travail (CGT), Force ouvrière (FO), Fédération de l'Education nationale (FEN), Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), sans oublier les "autonomes" — les syndicats non confédérés —, souvent orientés au centre-gauche ou à gauche. Voir encadré en p. 7.

2) C'est ainsi que sont nés le syndicat SUD des postes et télécommunications (Solidaire, unitaire, démocratique) et le CRC-Santé (Construire, rassembler, coordonner). Sur ces luttes et sur les scissions syndicales, voir *Inprecor* n° 276 et 279 du 14 novembre 1988 et du 9 janvier 1989.

3) A l'inverse des traditions des fonctionnaires, la grève des Finances a duré cinq mois, avec des assemblées générales massives et régulières. Un cadre intersyndical (CGT-CFDT-autonomes, et parfois FO) s'est maintenu tout au long. Les revendications étaient pour la plupart généralisables au reste de la Fonction publique et le gouvernement a refusé de céder, craignant de voir le mouvement s'étendre.

Force ouvrière (FO) ; cependant, le congrès confédéral de cette centrale, en 1989, a donné la victoire à une équipe hostile à leur projet.

Elles voulaient aussi unifier leurs cadres intermédiaires sur une base idéologique qui scèle « la fin de la parenthèse léniniste et révolutionnaire », mais cela entraîne peu d'adhésion dans la pratique.

### Des "lâcheurs" et des contestataires

La direction de la CFDT n'a pu lancer qu'un débat d'"adaptation des structures" — en outre, sur la réduction du rôle des coordinations entre différentes branches professionnelles syndicales locales au profit des directions nationales de fédérations, point décisif de cette discussion, la grande majorité des intervenants a exprimé son hostilité à l'occasion du Conseil national confédéral (CNC) (4) d'octobre 1990. Dans l'état actuel des choses, si la commission exécutive confédérale de la CFDT se battait de front pour le redécoupage concocté avec la FEN, elle serait en minorité. Car malgré les dérives imposées par la direction depuis les années 70, la base de la centrale reste encore marquée par un certain style d'action et par le souci d'intervenir sur les problèmes communs qui traversent les différentes catégories et branches professionnelles.

Dans l'accord tactique signé entre les deux directions, celle de la FEN avait été chargée de "créer une situation nouvelle" en proposant à son prochain congrès le projet de regroupement.

Dans la FEN elle-même, où le fonctionnement est organisé en tendances auxquelles on adhère individuellement, le projet de recomposition a été lancé par la direction du courant Unité, indépendance et démocratie (UID, proche du PS) (5) en janvier 1990, relayé avec force par le secrétaire du Syndicat national des instituteurs (SNI) lors de son congrès de juin 1990. Puis, tout s'est compliqué. La tendance où l'on trouve de nombreux militants du PCF, Unité et action (U et A), au lieu de tomber dans les pièges tendus par la direction, a su montrer une volonté de maintenir l'unité de la centrale, tout comme le courant Ecole émancipée (EE). Des réticences plus ou moins fortes s'expriment aussi parmi une partie des responsables des "œuvres" dépendantes de la FEN (mutuelles, coopératives d'achats, etc.) — qui comptent 50 000 salariés de diverses activités de l'"économie sociale" (6) ; ces derniers craignent une rupture de l'unité de la FEN, qui l'affaiblirait à l'extrême et ne voient pas pourquoi l'"empire des œuvres" serait offert en cadeau de mariage à la direction de la CFDT.

### Quelques repères...

● La Confédération générale du travail (CGT) a été unifiée de 1895 jusqu'en 1919-1921, et rarement depuis. Il y a eu des tentatives de réunification de 1935, jusqu'à 1939 ; puis de 1943 à 1947. Force ouvrière (FO) est née de la scission de 1947-48. Les responsables du PCF sont très influents dans la CGT, tandis que la majorité des responsables de FO sont socialistes — avec un noyautage de militants trotskystes du courant lambertiste et une présence, par endroits, de militants ou sympathisants du Rassemblement pour la République (RPR, droite gaulliste).

● La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), créée en 1919 pour relayer la politique sociale prônée par le Vatican, a évolué au feu des luttes et, en 1964, elle est devenue la Confédération française démocratique du travail (CFDT), se réclamant d'un "socialisme démocratique", puis du "socialisme autogestionnaire". Instrument d'action directe, elle s'est transformée, sous la direction d'Edmond Maire, en relais des projets des secteurs les plus "réalistes" du Parti socialiste. Cette "adaptation" s'est accompagnée d'une forte bureaucratisation.

La CFTC actuelle, qui se réclame de la "morale sociale de l'Eglise", est issue d'une minorité qui a scissionné en 1964, quand la CFTC s'est transformée en CFDT.

● La FEN est issue de la scission de la CGT de 1947, lorsque dans l'enseignement, une majorité s'était dégagée pour maintenir l'unité syndicale de la profession. Des tendances y sont organisées, sur la base des affinités politico-syndicales ; un accord entre la CGT et FO avait établi que ni l'une ni l'autre ne chercherait à développer une implantation parmi les enseignants.

● Les périodes de forte progression du syndicalisme en France se situent en 1918-1920, 1935-1938, 1944-1947, et 1966-1978. Cette dernière phase n'a pas été marquée par une progression homogène mais par des avancées, en 1968, puis par des phénomènes différenciés, la courbe ne s'infléchissant vers le bas qu'après la rupture de l'unité CGT-CFDT.

● En 1978, le 40e Congrès de la CGT avait adopté une proposition résolvant unitaire ; l'appareil du PCF la fit échouer, en profitant de la tactique imposée par Edmond Maire aux yeux de qui la CFDT avait intérêt à chercher la rupture pour négocier un accord avec le patronat.

Les sidérurgistes, bien qu'ils aient maintenu l'unité d'action et des combats fermes, se virent isolés en 1979 dans leur lutte contre la reconversion industrielle de la Lorraine. Dès octobre 1980, *Le Monde* publiait une enquête "La démobilitation par la peur" : peur du chômage sur fond de division intersyndicale.

● Les effectifs des centrales étaient respectivement, en 1989, de 520 000 (CGT), 330 000 (CFDT), et 270 000 (FO). Une estimation moyenne de 10 % pour le taux de syndicalisation des salariés est sûrement réaliste — dans 80 % des petites et moyennes entreprises (PME, qui emploient 6 millions de salariés du privé), les syndicats sont toujours interdits de séjour. ★

P. R.

Dans la tendance UID elle-même, sont apparues de fortes critiques au projet de la direction. Pour le congrès fédéral de février 1991, une liste dissidente d'UID, Autrement, a donné le jour à une nouvelle tendance. La plupart de ses promoteurs, issus du courant majoritaire de la FEN, reprochent à la direction ses méthodes peu démocratiques et certaines des positions arrêtées pour des motifs plus idéologiques que revendicatifs. Par exemple, la direction de la FEN se déclare favorable à l'or-

ganisation de la formation professionnelle dans l'enseignement technique en alternance sous un contrôle patronal ; les dirigeants et militants du syndicat de ce secteur ont rompu sur cette question avec la majorité.

De même, fin 1990, la grogne des lycéens (7) a joué un rôle de révélateur pour une partie des dirigeants du Parti socialiste qui soutenaient l'opération FEN-CFDT : le syndicat dirigé par la tendance oppositionnelle Unité et action — le Syn-

4) Le Conseil national confédéral (CNC), parlement de la CFDT, réunit trois fois par an les représentants des fédérations et des régions.

5) UID dirige de nombreux petits syndicats nationaux et surtout le plus gros syndicat de la FEN, le SNI (instituteurs) ; elle représentait 60 % des mandats au précédent congrès fédéral.

Unité et action (U et A) comporte de nombreux militants socialistes à côté du courant proche du PC. Elle dirige six syndicats nationaux (du second degré, de chercheurs, etc.) et une trentaine de sections départementales de la FEN.

Enfin, le courant Ecole émancipée (EE), tendance syndicaliste révolutionnaire, représente environ 5 % dans la FEN.

6) Les "œuvres" de la FEN comportent des organismes parallèles comme la Mutuelle générale de l'Education nationale

(MGEN), une coopérative d'achats (CAMIF), ou bien des activités culturelles diverses (Fédération des œuvres laïques, Jeunesse au plein air, etc.).

Ce sont à la fois des restes du dur combat laïque mené en France, mais aussi des formes traditionnelles d'activité syndicale dans un milieu où le syndicat est présent dans des commissions paritaires pour veiller à la carrière des personnels, notamment de ses adhérents.

Les emplois que génère cet ensemble ne peuvent être qu'un des éléments d'une bureaucratisation semblable à celle des autres syndicats européens ayant ce genre de poids gestionnaire.

7) Voir *Inprecor* n° 318 du 9 novembre 1990 et 330 du 10 mai 1991.



Edmond Maire (ancien secrétaire général de la CFDT) et Henri Krasucki (secrétaire général de la CGT).

dicat national de l'Éducation secondaire (SNES) a soutenu le mouvement de la jeunesse, qui se dressait contre les projets scolaires des socialistes. Il était clair qu'il n'existait aucun moyen, par le biais de la "recomposition", de changer cette direction syndicale dans l'enseignement secondaire : de quoi inciter la direction de la FEN au réalisme et à la recherche d'un accord avec ceux qui occupent le terrain !

Au lieu d'un schéma très centralisé et d'une marche forcée vers la "recomposition", un peu avant son congrès, la direction a fait courir le bruit d'une réorganisation beaucoup plus souple, n'entraînant pas nécessairement une scission entre les syndicats dirigés par le courant Unité et action et la FEN.

En fait, après des votes repris et contrôlés par la direction nationale, le congrès de la FEN se terminait sur un score de 53 % pour et 47 % contre les projets de "réorganisation" — les tendances Ecole émancipée, Autrement et Unité et action ont voté ensemble.

### De quoi sera fait l'avenir syndical ?

Rien n'est donc encore joué. Certes, le calendrier voulu par la direction prévoit un congrès extraordinaire pour réformer les statuts, dans les dix-huit mois qui suivront. Mais celui de février 1991, qui devait donner le coup d'envoi politique du projet de recomposition, est loin d'avoir rempli son rôle.

Cependant, l'avenir du syndicalisme en France dépend avant tout de deux éléments : ce qui se passera dans la CGT, et les capacités des syndicalistes "unitaires" qui essayent déjà de se regrouper.

En ce qui concerne la CGT, peut-être sommes-nous à la veille d'événements

décisifs. La fraction proche du secrétaire général du PCF, Georges Marchais, qui tient à contrôler la Confédération, pilier du Parti, voulait bien limoger celui qui la dirige depuis des années, Henri Krasucki, secrétaire général, devenu trop indépendant. Le congrès du PCF, en le réalisant au bureau politique, a donné une autre indication : Krasucki finira son mandat en janvier 1992, et son successeur désigné, Louis Viannet, a une dizaine de mois devant lui pour définir, aux yeux de tous, ce qu'il souhaite et peut vraiment mettre en œuvre pour le PCF et pour la CGT.

La centrale, en effet, va mal. Même si elle reste le premier syndicat de France, la CGT a sans doute perdu encore 10 % d'adhérents supplémentaires en 1990 ; une quinzaine d'unions départementales n'auront plus de permanents ; les fédérations ne payent plus leur loyer pour l'usage des locaux et la Confédération a du mal à assurer ses besoins immédiats.

Certes, la plupart des militants, déçus de la ligne suivie depuis des années et de ses résultats, ont surtout tendance à ne plus militer que dans leur entreprise, et bien souvent au coup par coup. Mais, en même temps de nombreux problèmes restent à l'ordre du jour : la question d'un tournant vers le pluralisme, le respect des minorités au sein de la CGT, une tactique réellement plus unitaire à l'égard des autres syndicats, de vraies réponses revendicatives, et notamment à l'approche de l'échéance européenne. Les militants et les responsables qui veulent de tels changements sont issus de plusieurs sensibilités politiques : socialistes de gauche, communistes critiques (8) ou encore militants d'extrême gauche. Allons-nous vers une véritable bataille d'orientation dans la CGT, voire un changement dans la pratique des luttes et dans les relations avec les syndicalistes combattifs des autres centrales ? Ce serait un coup de frein supplémentaire aux projets des directions FEN et CFDT.

Depuis quelques mois, en effet, on assiste à un début de recomposition des forces : des syndicalistes de la CGT, de la CFDT, de la FEN et de certains syndicats autonomes (non confédérés) ont décidé de se rencontrer, de dégager des conceptions et des propositions communes ; les syndicats de la santé et des postes et télécommunications, exclus de la CFDT en 1988-1989, y participent. Chiffrer le poids de ce réseau syndical, qui est en train de renforcer ses relations, n'est pas facile.

Ses responsables ne veulent pas « être le noyau d'une future confédération unitaire », mais « une force matérielle qui pousse au dépassement des blocages actuels » (9). Une première réunion natio-

nale restreinte, le 23 juin 1990, a permis de constater des orientations suffisamment proches pour décider de poursuivre ces rencontres. Un collectif se réunit donc : il centralise des informations, soutient la tenue de rencontres intersyndicales de militants au niveau local, prépare d'autres initiatives nationales, et notamment une nouvelle rencontre d'un millier de syndicalistes, le 15 juin 1991 (10).

### Un courant unitaire

Quand les directions de la FEN et de la CFDT, après le congrès de cette dernière, en février 1991, ont lancé l'idée d'un "cartel à l'italienne" — nouvel habillage de leur "recomposition" —, la réponse des participants au collectif intersyndical a été unanime : ce projet n'est acceptable que s'il ne fait aucune exclusive vis-à-vis d'une ou plusieurs organisations syndicales ; si ce cartel ne se limite pas à un simple accord politique d'appareils centraux, mais qu'il est relayé localement et dans les entreprises (assemblées générales communes, etc.).

Il serait naïf de croire que les dirigeants de la FEN et de la CFDT ont abandonné le projet de réorganiser dans leur sens le mouvement syndical ; mais les difficultés qu'ils rencontrent donnent des opportunités aux véritables courants unitaires. L'enjeu réel aujourd'hui est de parvenir à faire agir ensemble tous ceux qui veulent sortir le syndicalisme de son état de division : cela passe par la reprise de relations de confiance entre les salariés et les organisations ; par la démocratie dans l'élaboration des revendications et dans la conduite de l'action. Est-ce un pari de voir réintégrées au mouvement syndical les qualités de vitalité apparues lors des luttes organisées par des "coordinations", par de véritables intersyndicales, rendant des comptes aux assemblées générales, ou par des comités de grève ?

★

Mai 1991

8) Dans la CGT, l'état du PCF crée une situation nouvelle : comment pourrait-il légitimer son rôle de direction de la centrale avec ce qu'il représente à l'heure actuelle parmi les salariés ? Les courants de contestation successifs qui ont traversé le PCF — les "rénovateurs", les "reconstructeurs", les "refondateurs" —, en désaccord avec la direction, ou en rupture avec le Parti, accumulent des forces pour une remise en cause de l'instrumentalisation de la CGT par la direction du PCF — pour peu que ces militants veuillent préserver, autant qu'il se peut, le syndicat.

9) Lettre de Collectif n° 2, novembre 1990, liée aux activités des "unitaires".

10) La revue Collectif n° 12 publie les textes de préparation de la réunion du 15 juin 1991. Ils ont été élaborés, pour servir de cadre au débat, par des groupes composés de responsables issus des diverses composantes syndicales.

Collectif, B. P. 74, 75960-Paris Cedex 20.

# Syndicats en quête de concertation

Créée en 1973 par les syndicats réformistes, la Confédération européenne des syndicats (CES) (1) vient de tenir son VII<sup>e</sup> Congrès, du 13 au 17 mai 1991, au Luxembourg. Cette rencontre a été l'occasion de lancer une réforme organisationnelle pour renforcer le poids de cette centrale au niveau européen. En cherchant à améliorer son rôle dans la "concertation", la CES veut mieux se placer dans le cadre du processus d'unification européenne où les syndicats ne sont considérés que comme de simples observateurs.

Joaquin NIETO

QU'EST-CE qu'un congrès de la CES ? C'est une réunion de grands bureaucrates syndicaux qui représentent une cinquantaine de centrales syndicales. Les grandes déclarations de

principes plus ou moins protocolaires ont pris le dessus sur les vrais débats ; les décisions avaient été tranchées auparavant dans les coulisses. Les politiciens de la Communauté économique européenne (CEE), les présidents de ses différentes commissions et du Parlement de Strasbourg occupaient presque autant de place que les syndicalistes.

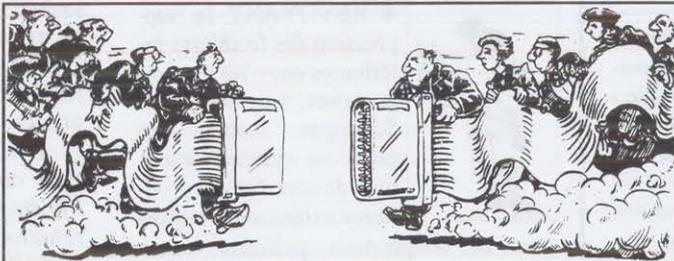
Cependant, ce congrès de la CES avait un but bien précis : il s'agissait de lancer une réforme organisationnelle pour tenter d'adapter la centrale à la nouvelle réalité européenne.

Depuis sa naissance, il y a 18 ans, la CES est une simple coordination de syndicats ; depuis que la CEE s'est engagée dans le marché unique, certains d'entre eux font pression pour qu'elle devienne une véritable centrale européenne. Le VII<sup>e</sup> Congrès a embrayé ce processus, en s'engouffrant dans une direction qui semble irréversible vers la constitution d'une confédération continentale — même si elle garde des caractéristiques spéciales et un caractère confédéral très marqué à cause des inégalités historiques, politiques, sociales et économiques entre les différents pays, ainsi que des diverses pratiques syndicales qui existent dans la CEE.

La Confédération allemande des syn-

dicats (DGB) (2) et les syndicats italiens (Confédération générale du travail — CGIL — et Confédération italienne des syndicats libres — CISL), soutenus par la majorité des syndicats des pays de la CEE, dont les centrales de l'Etat espagnol, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO), soutenaient le projet.

En revanche, les syndicats des pays scandinaves étaient très réticents envers ce tournant, car ils le comprennent comme un projet strictement tourné vers le cadre communautaire, auquel ils n'appartiennent pas ; le Trade Union Congress



(TUC, syndicat unique de Grande-Bretagne) y était aussi opposé.

Malgré le savoir-faire des bureaucrates, qui sont parvenus à éviter que ces deux positions ne s'affrontent en pleine séance du congrès, on a failli assister à la présentation de deux candidatures différentes au poste de secrétaire général. Finalement c'est le syndicaliste démocrate-chrétien Emilio Babaglio, de la CISL (soutenu notamment par les Allemands, les Français et les Espagnols) qui a été élu ; Norman Willis, du TUC britannique, qui représente de fait les secteurs hostiles au virage actuel, a été nommé président de la CES.

En quoi consiste la réorganisation actuelle ? Il s'agit, en premier lieu, d'accroître le pouvoir exécutif de ce qu'on appelait auparavant le Comité de finances et

de gestion générale, et le rôle du secrétaire général, qui devient le véritable "numéro un" de la Confédération. Ensuite, il s'agit de renforcer les comités syndicaux (c'est-à-dire la coordination des différentes fédérations de branche — on en compte actuellement quinze) qui, dès à présent, seront représentés de plein droit dans le comité exécutif de la CES.

Ces changements peuvent paraître anodins, mais ils visent à renforcer le rôle de la Confédération jusqu'à en faire une organisation syndicale à l'échelle européenne pour qu'elle pèse sur le terrain que ses dirigeants jugent prioritaire : la concertation, la négociation avec des interlocuteurs européens — les organisations de la CEE, la confédération patronale européenne ou des multinationales.

## Coordonner pour collaborer ?

En revanche, les bureaucrates de la CES ne se sont pas du tout penchés sur les problèmes de participation des militants syndicaux des organisations confédérées à ce syndicat européen qui serait en train de se construire, et encore moins sur les actions et la mobilisation communes. Ainsi, les congrès de la CES se tiendront désormais tous les quatre ans (et non tous les trois ans, comme c'était le cas jusqu'à présent) et le nombre de délégués ne dépassera pas 400 (pour 47 millions d'affiliés).

L'appel à des grèves européennes est exclu, en tout cas pour le moment, sous prétexte de ne pas enfreindre la législation en vigueur (qui n'autorise pas de telles convocations dans différents pays à la fois) — le congrès a quand même décidé de se battre pour changer la législation existante sur cette question, tout en admettant la nécessité d'une sévère "autorégulation" en la matière.

La CES a été poussée à de tels changements pour faire face à la marginalisation

1) Créée par les syndicats réformistes qui voulaient faire contrepoids à la Fédération syndicale mondiale (FSM), la CES rassemble des syndicats de 21 pays d'Europe de l'Ouest. Elle compte 35 fédérations de branches et revendique 47 millions d'adhérents (40 % des salariés européens). Pour la France, y participent la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et Force ouvrière (FO) — la Confédération générale du travail (CGT) n'y a toujours pas été admise. Pour l'Italie, on y trouve le syndicat lié à la Démocratie-chrétienne (la CISL) et celui dont la direction est majoritairement influencée par le Parti communiste, la CGIL. L'UGT de l'Etat espagnol y participe avec les CCOO, récemment admises.

2) La DGB (anciennement ouest-allemande) regroupe aujourd'hui l'ensemble des salariés des anciennes parties orientales et occidentales de l'Allemagne, après la dissolution du syndicat officiel de l'Est, la Confédération allemande libre des syndicats (FDGB). La DGB rassemble 90 % des syndiqués allemands.

croissante dont souffrent les directions syndicales à l'heure des prises de décision des instances européennes.

Les avatars de la Charte sociale européenne (3), dont le projet stagne, illustrent les problèmes que devra affronter la CES. Malgré la participation des syndicats dans des dizaines de commissions et d'organismes communautaires, les décisions se prennent ailleurs, sans qu'aucun des avis de la centrale ne soit pris en compte. Cela, tout comme les difficultés que la négociation traditionnelle syndicale rencontre dans tous les pays à cause de la crise économique, a contraint les directions syndicales à chercher un espace de concertation au niveau européen, qui leur avait été refusé jusqu'à présent.

### L'inévitable voie européenne

Mais les directions syndicales ont aussi montré leur incapacité à retrouver la force perdue, par le biais de mobilisations basées sur des objectifs communs des travailleurs européens — c'est même la dernière des préoccupations de la CES. L'élection du dirigeant de la très modérée centrale italienne CISL au secrétariat général en est la preuve ; le fait que des centrales comme l'UGT et les CCOO espagnoles — qui avaient des positions très consensuelles dans ce congrès apparaissent comme l'aile la plus à gauche du mouvement syndical européen est tout aussi révélateur.

Pourtant, malgré toutes ces limitations, le congrès de Luxembourg, a emprunté une voie qui semble irréversible : la réalité syndicale confédérée, même à petits pas. Par ailleurs, les initiatives syndicales communes européennes seront tôt ou tard inévitables et les bureaucraties syndicales ne pourront pas rester de simples spectatrices passives du processus d'unification, même si, pour être prises en compte, elles s'engageront dans la collaboration.

Les militants syndicaux qui défendent des positions de lutte de classe, dans un tel contexte, doivent d'abord analyser la nouvelle donne et la prendre en compte, en encourageant les rencontres et les coordinations entre différents courants syndicaux de gauche européens. Ils doivent être capables de proposer des initiatives communes de mobilisation qui prennent comme centre de gravité la nouvelle phase du mouvement organisé ouvrier européen. ★

Barcelone, 27 mai 1991

3) Voir *Inprecor* n° 294 du 2 octobre 1989.

# La forteresse Schengen

Le 3 juin 1990, le Parlement français a ratifié, à une large majorité, la convention d'application des accords de Schengen du 19 juin 1990, précisant les termes du texte signé le 14 juin 1985, entre les représentants des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg, de la République fédérale allemande (RFA) et de la France (1). Ces pays, initiateurs du "groupe de Schengen", ont été rejoints, le 27 novembre 1990 par l'Italie, et devraient l'être le 25 juin 1991, par l'Etat espagnol et le Portugal. Ces accords devraient entrer en application dès qu'ils auront été ratifiés par tous les pays membres, vraisemblablement à partir du second semestre de 1992.

### Béatrice RAYMAN



PREVOYANT la suppression des frontières intérieures entre les pays signataires, les accords de Schengen mettent en place un système draconien de contrôle aux frontières extérieures, renforcent la coopération policière transfrontière et créent un gigantesque fichier informatisé : le Système d'information Schengen (SIS) (2).

Censé introduire des "mesures compensatoires" à l'abolition des contrôles aux frontières, cet accord aboutit, en fait, à la mise en place d'un formidable appareil de répression. Les principales dispositions du texte prévoient, en premier lieu, la création d'une législation européenne de l'immigration particulièrement restrictive. Ainsi, les ressortissants des Etats non-membres de la communauté ne pourront « sans un contrôle approfondi » pénétrer dans la forteresse Schengen. Dans la perspective de la création d'un visa valable sur l'ensemble du territoire commun, les signataires ont établi une liste noire de 104 pays pour lesquels la possession d'un visa est exigée. Cette liste est impérative et ne peut être modifiée



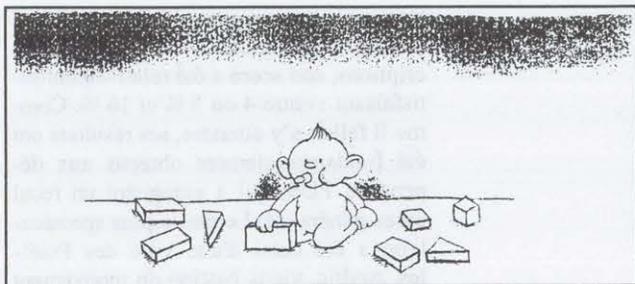
qu'avec l'accord des autres membres. Pour s'y conformer, l'Italie, depuis l'été 1990, impose une demande de visa aux ressortissants des pays du Maghreb. Depuis le 15 mai 1991, l'Etat espagnol a fait de même. En revanche, à la demande de l'Allemagne, les visas pour les Hongrois, les Tchèques et les Polonais ont été supprimés.

D'autre part, toute personne susceptible de constituer une « menace pour l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales » se verra refuser le droit d'entrée dans l'espace Schengen — ce qui ouvre la porte à tous les arbitraires.

Pour exercer "efficacement" ce contrôle à l'entrée, les accords prévoient la création d'un fichier des "indésirables" : l'étranger, considéré comme *persona non grata*, signalé dans le fichier informatisé du système d'information Schengen, se verra, sauf dérogation pour "motif sérieux", interdit de séjour, dans l'ensemble des pays signataires. Le texte prévoit même que, dans le cas où il aurait pu obtenir un titre de séjour, celui-ci puisse lui être retiré. Or, pour être considéré comme

1) Voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.

2) A Strasbourg, un énorme fichier informatisé va être mis en place ; accessible à l'ensemble des pays membres, y figureront entre autres les étrangers "indésirables", les "extradables", les personnes disparues, les personnes citées à comparaître et celles qui doivent faire l'objet d'une surveillance discrète ou d'un contrôle spécifique.



Elaboré dans la plus grande discrétion, quasiment hors du contrôle des instances européennes et des organismes humanitaires internationaux, ce texte va, dans certains cas, créer de terribles imbroglios juridiques. A quel Etat ou à quelle

instance, la victime d'un refus abusif à la frontière pourra-t-elle s'adresser, quand le contrôle aux frontières s'effectuera au nom de tous les Etats membres, puisqu'un tribunal national n'a pas compétence sur une décision supranationale ?

**Une véritable machine de guerre**

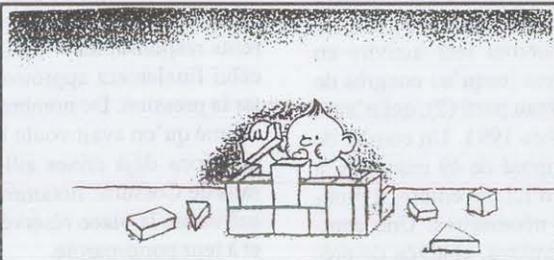
Incompatible sur certains points avec le droit communautaire, ce texte est égale-

ment impossible à amender. Les parlementaires nationaux, qui n'ont pas été associés à son élaboration, ne pourront que le rejeter ou le ratifier.

"indésirable", il suffit notamment d'avoir été condamné pour une infraction passible d'une peine de prison d'au moins un an !

Les discriminations ne s'arrêteront pas pour autant aux frontières extérieures du territoire : alors que les nationaux pourront circuler librement entre les pays signataires, les étrangers, résidant dans l'un des ces pays et se rendant en visite dans un autre, auront trois jours pour signaler leur présence à la police locale.

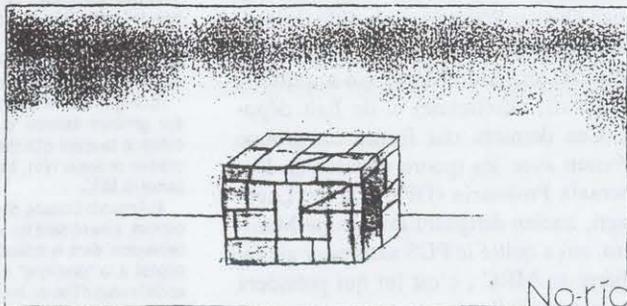
Mais, plus grave encore, l'accord ne concerne que les territoires métropolitains et ne s'applique donc pas aux ressortissants des territoires et départements d'outre-mer. Dans l'espace Schengen, Guadeloupéens, Martiniquais, ou Kanaks seront considérés comme des étrangers non-communautaires !



Aux Pays-Bas, le Conseil d'Etat a rendu un avis défavorable à la ratification, considérant que cette convention est incompatible avec la législation communautaire, dangereuse pour le droit d'asile et pour la protection de la vie privée.

La convention de Schengen est une machine de guerre contre les étrangers non-communautaires. Dans tous les pays membres, l'ensemble des organisations démocratiques doivent aujourd'hui se mobiliser pour empêcher que l'Europe de 1993 ait la couleur de l'exclusion. ★

4 juin 1991



3) Cette disposition traduit clairement une volonté politique des gouvernements européens qui n'accueillent pourtant que 6 % des réfugiés du monde ; sous prétexte de « faire la chasse aux réfugiés économiques », ces pays tentent de réduire le plus possible la protection accordée aux demandeurs d'asile par la Convention de Genève.

**France : le combat des déboutés**

En France, près de 100 000 demandeurs d'asile, rejetés par l'Office français pour les réfugiés et les apatrides (OF-PRA) et la Commission de recours se retrouvent actuellement sans titre de séjour ni de travail. Victimes de la réforme de l'OFPPA de l'automne 1989 et du traitement expéditif des dossiers qui s'en est suivi, des dizaines de milliers de personnes, qui avaient fui des régimes dictatoriaux et vivaient en France, souvent depuis plusieurs années, ont été soudain jetées dans la clandestinité.

Devant le nombre croissant de déboutés, des associations humanitaires et antiracistes, regroupées dans le Réseau d'information et de solidarité, ont mis en place des permanences de recours juridique, depuis le 17 juillet 1990.

Le 3 avril 1991, à Bordeaux, Binali Kalkan, Kurde originaire de Turquie, débouté après près de dix ans de présence en France, commençait une grève de la faim, suivi par 24 de ses compatriotes. Très rapidement, le mouvement s'étendait. Scandalisés par l'attitude du gouvernement, soutenant les Kurdes en Irak et expulsant les réfugiés politiques en France, des Kurdes et des Turcs, très majoritairement, mais aussi, à Paris, des Zaïrois, des Angolais, des Bissau-Guinéens, des Sri-Lankais, des Péruviens, en tout plus de 200 déboutés du droit d'asile ont rejoint le mouvement.

Le 25 mai 1991, 12 000 demandeurs d'asile ont défilé dans les rues de Paris, exigeant des papiers et le respect du droit d'asile. Le nouveau ministre de l'Intégration du gouvernement d'Edith Cresson s'est alors engagée à régulariser la situation des grévistes et à envisager une solution globale pour l'ensemble des dossiers. Face à ses promesses, la plupart des grévistes ont décidé d'arrêter leur mouvement. Depuis, le ministère ne cesse de louvoyer, refusant un règlement de tous les dossiers et tentant de diviser le mouvement entre les grévistes et les autres, et entre les communautés.

Les grévistes de la faim ont reçu des autorisations de séjour et de travail et vont être définitivement régularisés. Toutefois, le problème demeure en ce qui concerne les autres déboutés, qui devraient remplir des conditions très sévères d'insertion professionnelle, familiale et d'entrée en France. Alors que le gouvernement continue, hypocritement, à expliquer que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde », les déboutés ont décidé de manifester devant le ministère de l'Intégration, jusqu'à l'obtention de la régularisation de tous les déboutés du droit d'asile. ★

# Un camouflet pour Occhetto

Le Mouvement pour la refondation communiste (MRC) — créé en février 1991 après la rupture qui s'est produite lors du congrès de Rimini au sein du Parti communiste italien (PCI, transformé aujourd'hui en Parti démocratique de gauche — PDS) (1) — a tenu du 3 au 5 mai 1991, à Rome, ses premières assises nationales. Cette initiative s'est déroulée en deux temps : une réunion interne avec 400 délégués durant les deux premiers jours, puis un meeting public.

Livio MAITAN



LES refondateurs ont préparé cette échéance dans un climat d'euphorie. En effet, depuis la mi-février, ils ont distribué environ 150 000 cartes et il se confirme qu'entre 400 000 et 500 000 anciens membres du PCI n'auraient pas encore adhéré au PDS — selon des informations récentes, celui-ci compterait environ 800 000 adhérents. Occhetto n'avait certainement pas prévu cette situation quand il a lancé son initiative en novembre 1989 — les refondateurs eux-mêmes n'en espéraient pas tant au départ.

Etant donné le nombre de voix que la motion unitaire des opposants avait obtenu lors de l'élection des délégués au congrès de Rimini (environ 120 000), et comme le courant Ingrao — qui s'opposait aussi à l'opération PDS — est resté avec Occhetto dans le nouveau parti, il apparaît clairement que bon nombre de gens qui sont entrés au MRC avaient quitté le PCI avant la scission ; partis individuellement durant la dernière décennie, voire auparavant, ils estiment qu'il existe aujourd'hui une nouvelle chance de mener une bataille d'opposition dans un sens anticapitaliste. Il en est de même pour des militants d'extrême gauche, rentrés chez eux après les déceptions de la deuxième moitié des années 70 et du début des années 80. Il est difficile d'évaluer le poids des uns et des autres, mais, dans son ensemble, ce phénomène est absolument incontestable.

Le débat qui a marqué ce regroupement à ses débuts — lancer immédiatement un nouveau parti ou plutôt maintenir

un mouvement jusqu'à une échéance ultérieure — a été tranché avant les assises romaines : tout le monde s'est retrouvé autour du deuxième choix. Ainsi, les refondateurs continueront leur activité en tant que mouvement jusqu'au congrès de fondation du nouveau parti (2), qui n'aura lieu qu'en novembre 1991. Un comité de coordination, composé de 49 membres, a été mis sur pied : d'ici novembre, il prendra les décisions nécessaires. Une commission de 98 membres, chargée de préparer les textes pour le congrès, a également été créée ; Sergio Garavini (3) se chargera plus particulièrement des problèmes politiques, et Cossutta (4) des questions organisationnelles. Il a également été décidé la publication d'un hebdomadaire, *Libération*.

## Premiers succès

Le meeting public du 5 mai a eu un succès incontestable, avec la participation de 15 000 personnes — le 16 mars 1991, Occhetto avait attiré sensiblement moins de monde au même endroit.

Le Mouvement pour la refondation communiste dispose d'un groupe de douze élus au Sénat (dont la fille du dirigeant démocrate-chrétien tué par les Brigades rouges, Aldo Moro, qui a quitté la Démocratie-chrétienne) et de huit députés. Ces derniers ont formé un groupe commun avec les quatre députés de Democrazia Proletaria (DP), et avec Lucio Magri, ancien dirigeant du groupe Manifesto, qui a quitté le PDS sans pour autant adhérer au MRC ; c'est lui qui présidera le groupe unifié.

Le 12 mai 1991, le MRC a passé un premier test lors d'élections locales partielles concernant environ un million d'électeurs. La moyenne globale des résultats — 2,6 % — n'est guère significa-

tive car le mouvement n'était présent que dans neuf communes ; dans ces circonscriptions, son score a été relativement satisfaisant : entre 4 ou 5 % et 16 %. Comme il fallait s'y attendre, ses résultats ont été fondamentalement obtenus aux dépens du PDS, qui a enregistré un recul assez généralisé. Le cas le plus spectaculaire a été celui d'une ville des Pouilles, Andric, vieux bastion du mouvement ouvrier dans la région, où le MRC a obtenu 13,4 % des voix contre 12,7 % au PDS.

Les 3 et 4 mai, les débats des assises n'ont abordé que très partiellement des questions politiques ; l'appel qui a été adopté reste très général et n'implique aucune orientation précise. En revanche, des conflits ont surgi autour de questions organisationnelles, notamment sur la composition des organismes de direction provisoires et sur les responsabilités de leurs participants. Le fait que le quotidien *Il Manifesto* ait publié, avant l'ouverture des assises, un organigramme des différents responsables — qui s'est avéré être celui finalement approuvé — a fait monter la pression. De nombreux délégués ont estimé qu'on avait voulu leur imposer des décisions déjà prises ailleurs ; les partisans de Cossutta, notamment, ont jugé insuffisante la place réservée à leur courant et à leur porte-parole.

Après plusieurs réunions de sa direction nationale, Democrazia Proletaria a finalement décidé de s'associer au MRC. Après son congrès national de juin 1991, cette organisation n'existera plus et ses membres intégreront le mouvement de refondation. Cette décision a été prise à la quasi unanimité, bien que des différences soient apparues quant aux formes de cette fusion et sur certaines des parties du texte qui sera soumis au congrès de juin (5). ★

28 mai 1991

1) Voir *Inprecor* n° 326, du 15 mars 1991.

2) Les refondateurs voulaient reprendre le nom et le symbole de l'ancien PCI, et ce contre l'avis du PDS. Après des procédures judiciaires multiples, un tribunal a tranché en faveur du PDS ; le MRC a alors annoncé que la nouvelle organisation s'appellerait Parti communiste et aurait son propre sigle.

3) Sergio Gavarini a dirigé pendant longtemps la Confédération générale italienne du travail (CGIL). Il s'est prononcé contre le tournant d'Occhetto dès novembre 1989. Après la scission de février 1991, il est apparu comme le principal porte-parole du MRC.

4) Armando Cossutta, dirigeant du PCI pendant plusieurs décennies, a mené dans les années 60 une bataille pour la "détalinitisation" dans la fédération de Milan. Par la suite, il s'était opposé à la "déchirure" du PCI avec la direction soviétique après le coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne.

5) Lors de la réunion de sa direction de fin avril 1991, le projet pour le congrès a été adopté avec voix 20 pour et 13 abstentions. Différents amendements ont été présentés ; les deux les plus importants — l'un portant sur l'appréciation du gorbatchévisme, l'autre sur la portée des accords et des divergences politiques et théoriques avec les courants du MRC — ont été rejetés. Ils seront cependant discutés dans les congrès provinciaux et, éventuellement, au congrès national.

# « En tant que communistes »

Voici des extraits du discours prononcé par Sergio Cavarini, l'un des principaux porte-parole du Mouvement de refondation communiste (MRC), lors du meeting du 5 mai 1991, à Rome.

## DOCUMENT



**P**OUR AVOIR la force de changer, il faut non pas détruire mais réhausser et récupérer les valeurs originelles de la tradition du PCI, qui sont les éléments constitutifs de notre expérience. Il s'agit du projet

de changement dans le cadre de la démocratie, fondé sur le processus historique ouvert par la Résistance et dont les prémisses se trouvent dans la Constitution ; du caractère de masse du parti et de la nature de classe et populaire qui a toujours marqué les mouvements où les communistes se sont engagés ; du besoin de traduire une grande idée de transformation sociale et culturelle par un engagement politique concret dans la société et les institutions ; du refus de tout ultra-gauchisme dans l'action qui doit toujours avoir des traits démocratiques et de masse ; du choix de la non-violence qui, aujourd'hui, face à de nouveaux éléments qui provoquent la violence, redevient actuelle.

C'est avec ces références, qu'en tant que communistes, nous pouvons tenter de donner une réponse aux grandes questions de l'heure. En premier lieu, bien sûr, celles posées par la crise du socialisme réel. Nous n'avons aucune intention de nous tirer d'affaire en proclamant tout simplement que nous n'avons rien à voir avec cela, et en soulignant le recul critique que le PCI avait justement pris par rapport à ces régimes, bien qu'avec du retard et des limites conceptuelles. (...)

Nous critiquons le caractère étatique de ces régimes, le fait que la propriété privée y ait été annulée, pour passer aux mains d'un Etat auquel le parti s'est identifié à son tour en imposant une hégémo-

nie bureaucratique et autoritaire qui a débouché sur une tragédie. Par ailleurs, l'égalité des conditions imposées par en haut a créé, en fait, une nouvelle inégalité entre ceux qui commandent et la majorité qui est commandée.

Mais il faut se demander si une certaine forme d'"étatisme" n'a pas aussi marqué notre démarche politique et sociale, et plus généralement la gauche occidentale. Plutôt que de nous préoccuper d'établir une dialectique entre la société et les institutions et de stimuler dans la société des formes autonomes de démocratie directe et de gestion sociale, nous avons exigé que l'Etat règle les problèmes sociaux et donne des orientations culturelles. Le dépassement d'une telle approche, le besoin de revenir à la société et de relancer, à partir de là, une intervention dans les institutions correspond également à la nécessité d'une révision profonde de notre part, non seulement conceptuelle, mais aussi politique.

Considérons un aspect parmi les plus inquiétants : nous sommes confrontés à un syndicat qui supprime les formes de démocratie directe dans ses rapports avec les travailleurs, qui opère comme une instance semi-institutionnelle, très structurée bureaucratiquement, en dehors des lieux de travail, jouant un rôle de tutelle des travailleurs grâce à la reconnaissance du gouvernement et des organisations patronales. Voilà les signes d'une régression corporatiste, qui amène à l'instauration d'un commandement autoritaire de l'Etat sur les rapports sociaux décisifs, et à l'absence de dialectique réelle entre la société et les institutions.

En outre, dans le "socialisme réel" l'"étatisme" et la crise économique se développent de pair. Le modèle de production et d'échange issu du capitalisme s'est avéré impossible à gérer dans le cadre de la propriété et de la planification étatique, parce que ce modèle-là se base sur une logique de profit, non bureaucratique. (...)

Mais si le socialisme réel a fait faillite, la gauche occidentale, elle, a renoncé ; elle ne conteste plus le modèle de production et d'échanges propre au système économique capitaliste. Dans la pratique, et le plus souvent dans la théorie aussi, le respect du système et de la primauté de

## La déchirure

Armando Cossuta, autre dirigeant de premier plan du MRC, participe aux débats de la gauche italienne. Nous vous proposons un extrait d'une de ses dernières contributions.

Notre mouvement doit aborder le problème de l'Est, tout de suite et à fond. A ce sujet, il n'existe pas entre nous de divergences ni de désaccords. En ce qui me concerne, je considère que certaines de mes positions sont dépassées conceptuellement. La polémique sur la "déchirure" n'avait un sens, peut-être, qu'en tant que dénonciation de l'abandon d'une identité de classe, d'une racine anti-impérialiste, d'une partie importante de notre patrimoine historique. Aujourd'hui, je suis parmi les militants les plus critiques. A Berlin et à Prague, les régimes sont tombés sans que personne ne lance une pierre ou qu'une seule vitre ne soit brisée. Cela veut dire que ces régimes n'avaient aucun fondement dans la conscience des travailleurs, du peuple, des jeunes. Une crise si profonde ne se produit pas d'un seul coup : elle a des causes et des racines dans le passé.

De surcroît, une discussion très critique et très libre aide aussi à souligner ce qu'il y a eu de positif dans le grand tournant de Gorbatchev et à expliquer ce qui ne nous convainc pas. Les événements allemands restent l'une des pages les plus inquiétantes pour l'Europe et le monde. L'Union soviétique n'a pas existé lors de la guerre du Golfe, malgré ses efforts diplomatiques. Bref, 1989 n'a pas "libéré" le monde comme l'ont dit Occhetto et ses camarades du PDS ; aujourd'hui, il existe une domination unipolaire évidente, une forte domination capitaliste. ★

*Il Manifesto*, 3 mai 1991

l'entreprise a déterminé les orientations de la gauche et, du moins au cours des dernières années, du PCI lui-même. Or si l'on accepte ce modèle, on ne peut pas espérer l'adapter à des exigences différentes tout simplement en émoussant ses formes. (...)

La dissolution des alliances à l'Est devrait amener à dépasser celles politiques et militaires de l'Ouest. Or tel n'est pas le cas : elles sont renouvelées et renforcées par une nouvelle orientation de contrôle, surtout à l'égard du Sud. L'Italie y est plus que jamais impliquée. (...) Elle est conçue comme un avant-poste de cette coalition.

On oppose au pacifisme une culture militariste, qui est en même temps une culture de l'ordre, avec un président qui joue les patriotes au nom de Gladio (voir *Inprecor* n° 324 du 15 février 1991). ★

Rome, 5 mai 1991



**LES MEMBRES** de la mission et moi-même avons suivi de très près les récits des médias sur la situation en Irak et, bien sûr, le récent rapport de l'UNICEF sur l'eau et les conditions sanitaires à Bagdad et dans sa périphérie. Nous devons cependant dire que rien de ce que nous avons vu ou lu ne nous avait assez préparés au désastre qui prévaut aujourd'hui en Irak.

Le récent conflit a eu des résultats quasiment apocalyptiques sur l'infrastructure économique de ce qui était, jusqu'en janvier 1991, une société au taux d'urbanisation et de mécanisation relativement élevé. Aujourd'hui, la plupart des éléments constitutifs de la vie moderne ont été détruits ou quasiment réduits à néant. L'Irak a été relégué à l'ère pré-industrielle pour un certain temps, mais il souffre en plus de tous les désavantages de la dépendance post-industrielle en matière d'utilisation intensive d'énergie et de technologie. (...) A cause de la guerre, pratiquement toutes les sources de carburant et d'énergie (hormis un nombre limité de générateurs mobiles) et tous les moyens modernes de communication n'existent plus. (...)

Tout cela, ainsi que les récents soulèvements de la population dans certaines zones du pays, explique que les autorités ne soient absolument pas à même de mesurer l'étendue de la catastrophe, et encore moins d'y répondre, faute de données précises et complètes.

### Le spectre de la faim

Il n'y a pas assez de carburant pour produire l'énergie nécessaire aux transports et à l'irrigation, ni de générateurs d'énergie pour pomper l'eau et assurer le tout-à-l'égout. Les fournitures médicales indispensables n'arrivent dans les centres de santé qu'avec d'extrêmes difficultés et souvent d'importants délais. L'information sur les besoins locaux est rare et arrive très lentement. La plupart des salariés ne peuvent tout simplement pas se rendre à leur travail. Les autorités et les syndicats estiment qu'environ 90 % des travailleurs de l'industrie ont été contraints à l'inactivité et ne seront plus payés à partir de la fin mars 1991. Les organismes gouvernementaux sont pratiquement vides.

Avant ces événements, l'Irak importait environ 70 % de ses besoins alimentaires. Aujourd'hui, à cause de la pénurie de carburant, de l'impossibilité d'importer et de l'effondrement total du système de distribution, l'approvisionnement en nourriture par le secteur privé a quasi-

ment été réduit à néant, avec des augmentations de prix phénoménales.

Beaucoup de produits alimentaires dépassent déjà le pouvoir d'achat de la plupart des familles irakiennes. La production agricole est hautement mécanisée, et beaucoup de terres dépendent des techniques d'irrigation. Ainsi, la récolte principale, en juin 1991, sera sérieusement affectée par le manque d'énergie pour faire fonctionner les machines et pomper l'eau, et la situation, déjà catastrophique, s'aggravera. Pour toutes ces raisons, les perspectives pour la récolte de 1992 s'annoncent tout aussi désastreuses.

Etant donnée la nature de la société et de l'économie irakienne, le manque d'énergie est un obstacle majeur au succès de tout effort massif, même à court terme, de maintien de conditions de vie décentes.

(...) Actuellement, la population peut surtout obtenir de la nourriture grâce à des allocations gouvernementales et des rations [qui lui sont fournies]. (...) La mission n'a pas pu juger des stocks disponibles dans les entrepôts nationaux, mais tout indique qu'il n'y a quasiment plus de farine et que les réserves de sucre, de riz, d'huile végétale, de poudre de lait et de légumes secs sont actuellement à des niveaux critiques ou ont tout simplement fondu. La distribution de lait en poudre, par exemple, est aujourd'hui réservée exclusivement aux enfants malades, sur ordonnance médicale.

(...) La mission recommande que, dans ces circonstances, avec les sérieuses difficultés actuelles et en prévision d'un futur pire encore, les sanctions sur l'approvisionnement alimentaire soient immédiatement levées, ainsi que celles sur l'importation d'équipements agricoles.

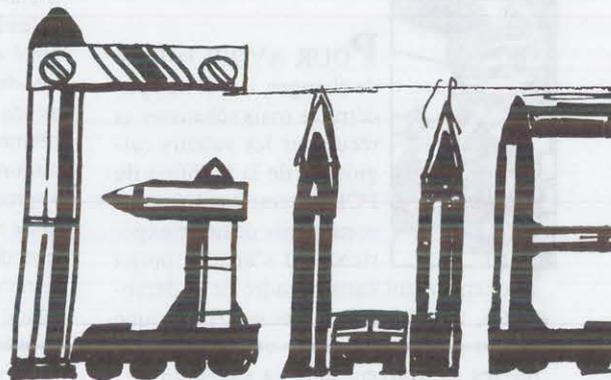
(...) A cause de la destruction des centrales thermiques, des raffineries de pétrole, de la grande majorité des stocks de pétrole, et des usines hydro-électriques, toutes les installations dépendant de l'électricité ont arrêté de fonctionner. Des générateurs au diesel marchent encore de manière limitée, leur fonctionnement étant affecté par l'absence de carburant, d'entretien, de pièces de rechange et de travailleurs. L'approvisionnement en eau de Bagdad avait chuté à moins de dix litres par jour ; il est actuellement remonté à environ 30 à 40 litres dans environ 70 % des quartiers (soit moins de 10 % de ce qui était utilisé auparavant).

(...) A Bagdad, les eaux usées non traitées sont directement versées dans la rivière et toutes les usines d'eau potable de la ville et du reste du pays utilisent

## La bar à visage

Voici des extraits du rapport réalisé par le sous-secrétaire, le général Martti Ahtisaari, qui évalue les besoins humanitaires de ce pays et les énormes dégâts que l'attaque impérialiste a causés, mais qui ne cesse cependant à demander à ce pays de payer de 20 % de ses res

DOC



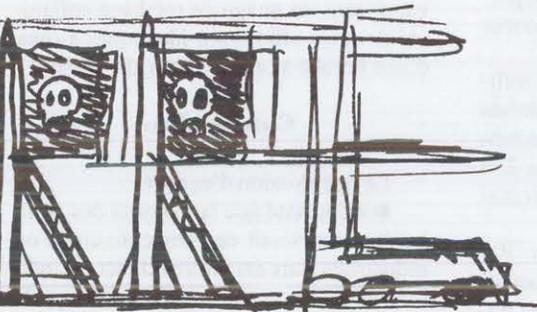
l'eau des rivières. (...) Alors que les autorités ont prévenu qu'il fallait bouillir l'eau, il y a peu de carburant pour le faire, et celui qui reste diminue à vue d'œil.

(...) Les autorités disposent de très peu d'informations sur la situation dans le reste du pays parce que tous les systèmes de communications modernes ont été détruits ; l'information circule maintenant principalement de bouche à oreille. Dans les régions où il n'y a pas de générateurs électriques ou là où il n'y a plus de réserves de carburant, la population puise directement son eau dans des rivières et des fosses polluées.

(...) En matière sanitaire, le traitement des ordures ménagères et celui des eaux usées posent de gros problèmes. Dans les deux cas, la prochaine augmentation rapide des températures va vite accentuer la crise existante. Des tas d'ordures traînent ça et là dans les villes et leur ramassage est rare ou inexistant. Les bennes à ordures ne peuvent pas fonctionner faute de carburant, de maintenance, de pièces détachées et d'ouvriers. En général, les incinérateurs ne marchent plus pour les mêmes raisons. Les insecticides, indispensables quand l'été devient tor-

# arie humain

sion des Nations-Unies, dirigée par le  
l'Irak entre les 10 et 17 mars 1991 pour  
la guerre du Golfe. Ce rapport décrit les  
en Irak. Le "monde civilisé" continue  
réparations au Koweït, sous la forme  
s pétrolières.



ride, ont complètement disparu à cause  
des sanctions et de l'absence d'approvi-  
sionnement en produits chimiques. Le ni-  
veau de l'eau des rivières est inhabituel-  
lement bas. Toutes les stations de pompage  
et de traitement des eaux usées sont inuti-  
lisables à cause de l'absence d'énergie et  
de pièces de rechange. Le contenu des  
égouts se répand au milieu des rues et des  
villages. Les dangers pour la santé vont  
croître dans les semaines à venir.

(...) Les conditions de santé à Bagdad  
et dans tout le pays restent précaires. En  
outre, le manque total de communications  
téléphoniques et la réduction drastique  
des capacités de transport créent d'autres  
problèmes : l'information sur les maladies  
contagieuses ne peut être ni recueillie ni  
transmise, et il est impossible de distri-  
buer efficacement dans le pays les médi-  
caments essentiels, les vaccins et le maté-  
riel médical.

(...) Cela touche toute la population  
de l'Irak, et plus particulièrement les sec-  
teurs aux revenus les plus faibles. La mis-  
sion s'est surtout intéressée aux pro-  
blèmes des groupes les plus vulnérables,  
qu'ils soient irakiens ou non. Elle s'est  
ainsi aperçue que dans les institutions

pour les orphelins, les personnes âgées ou  
les handicapés, les soins avaient souvent  
été supprimés, leurs résidents ayant dé-  
ménagé et ayant été regroupés dans divers  
locaux.

(...) En ce qui concerne les déplacés  
et les sans abri, les autorités n'ont pas été  
capables de mesurer pleinement l'impact  
des hostilités récentes. Elles estiment ce-  
pendant qu'approximativement 9 000 lo-  
gements avaient été détruits ou gravement  
endommagés par les combats, dont 2 500  
à Bagdad et 1 900 à Bassora. Il y aurait  
donc environ 72 000 sans abri. L'aide of-  
ficielle est aujourd'hui entravée par les  
conditions décrites dans ce rapport, et sur-  
tout par l'arrêt total de la production lo-  
cale de matériaux de construction et l'im-  
possibilité d'en importer. L'importation  
de ces matériaux essentiels devrait être  
permise.

(...) Environ 64 000 personnes de na-  
tionalité iradienne, concernées par la IVe  
Convention de Genève sur la  
protection des civils en temps  
de guerre, d'août 1949, ou par  
la Convention de 1951 sur les  
réfugiés, vivaient auparavant  
dans trois camps en Irak. Cer-  
taines d'entre elles ont été dé-  
placées ; d'autres ont exprimé  
leur désir d'être rapatriées. Les  
gens qui ont été obligés de quit-  
ter l'un des camps ont besoin  
d'urgence d'une assistance li-  
mitée.

(...) Pour l'instant, le seul  
lien routier viable qui relie l'Irak au  
monde extérieur est la route d'Aqaba via  
Amman. Le transport routier intérieur est  
aujourd'hui gravement affecté par l'ab-  
sence de pièces de rechange et de pneus  
et, surtout, la pénurie de carburant. La  
ligne intérieure de chemin de fer entre  
Bagdad et Mossoul est partiellement en  
état de marche. La mission a appris que  
83 ponts routiers avaient été détruits.

La mission a aussi appris que tous les  
systèmes de téléphone, intérieur ou inter-  
national, ont été détruits, à l'exception de  
quelques échanges locaux limités dans  
une ville. (...) Le service postal a égale-  
ment entièrement disparu.

Le rôle de l'énergie en Irak est tout  
particulièrement important à cause du  
degré d'urbanisation (près de 72 % de la  
population vit en ville) et d'industrialisa-  
tion du pays, et des étés prolongés et très  
chauds.

Avant la guerre, la consommation  
d'énergie consistait principalement en pé-  
trole, en produits raffinés (85 %) et en  
électricité (14,8 %). Environ 30 % de  
l'électricité était produite par des barrages  
hydro-électriques. Les bombardements  
ont pratiquement entièrement paralysé les

secteurs du pétrole et de l'électricité. La  
production d'énergie et celle des raffine-  
ries est négligeable et ne reprendra pas  
avant que la première phase des réparations  
ne soit achevée.

Officiellement, l'essence ne peut pas  
être vendue à des particuliers depuis fé-  
vrier. (...) Selon les premières observa-  
tions, les réparations nécessaires pour re-  
commencer à créer de l'énergie et à raf-  
finer du pétrole à un niveau minimal prend-  
ront au moins entre quatre et treize mois.

## Une aide urgente est indispensable

(...) Le rapport ci-dessus décrit la si-  
tuation en Irak dans la semaine du 10 au  
17 mars 1991 avec le plus de précision  
possible, en utilisant toutes les sources  
disponibles, dont de nombreuses observa-  
tions indépendantes. Moi-même et mes  
collègues sommes convaincus qu'une  
mobilisation et un déblocage de fonds  
plus importants sont nécessaires pour  
faire face à cette profonde crise qui frappe  
l'agriculture, l'approvisionnement ali-  
mentaire, l'eau, la voirie et la santé.

Mais la situation de l'Irak soulève  
d'autres questions. En effet, il sera diffi-  
cile, sinon impossible, de remédier à ces  
besoins humanitaires immédiats sans ré-  
pondre de façon tout aussi urgente à la né-  
cessité d'énergie. Cela passe par des im-  
portations de pétrole urgentes et la récu-  
pération rapide d'une capacité de produc-  
tion minimale d'électricité et de raffinage,  
avec l'aide d'autres pays.

Si tel n'est pas le cas, la nourriture im-  
portée ne pourra pas être conservée ni dis-  
tribuée ; il sera impossible de purifier  
l'eau ; les eaux usées ne seront ni pom-  
pées ni nettoyées ; les cultures ne pour-  
ront pas être irriguées ; les médicaments  
n'arriveront pas là où ils sont nécessai-  
res ; aucun besoin ne sera résolu.

Il est évident que le peuple irakien  
fera bientôt face à une catastrophe plus  
grave encore, qui pourrait inclure des épi-  
démies et des famines, si on ne répond pas  
rapidement à ses besoins multiples. Le  
long été, avec des températures montant  
fréquemment à 45 ou même 50 degrés,  
n'est plus qu'à quelques semaines.

Le temps presse. ★

Security Council, United Nations  
20 mars 1991

\* Les intertitres sont de la rédaction.

# Témoins du cauchemar

Nous reproduisons presque intégralement le pré-rapport de la Commission d'enquête française qui s'est rendue en Irak du 19 au 26 mai 1991 (1). Cette commission indépendante, soutenue par des personnalités liées à SOS-Racisme, au Parti communiste français (PCF), à la gauche du Parti socialiste (PS), à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale), aux Verts et à des associations immigrées, était composée de maître Dominique Tricaud, du général Pierre-Marie Gallois, du professeur Douceline Bonvalet, de maître Antoine Comte et de Malek Boutih.

## DOCUMENT

L'ENQUETE sur place nous a permis d'identifier deux guerres.

### ◆ Dans la région de Bagdad

Des bombardements "au laser" sur des objectifs ciblés, dont on peut au demeurant discuter le lien avec la libération du Koweït (ministère de la Justice, Palais des congrès, ponts, siège du Parti Baas, ministère des Administrations locales, etc.), ont été effectués avec des armes "intelligentes" et ont produit des pertes humaines limitées (quartier chrétien de Bagdad, etc.).

L'abri anti-aérien mérite une attention particulière. Deux bombes s'y sont succédées, à quelques dizaines de minutes d'intervalle, avec un point d'impact unique, ce qui représente, au dire des experts, une précision qui exclut toute erreur ; 800 personnes ont été tuées. Il semble s'agir des habitants du quartier voisin, dont nous avons pu observer les maisons fermées et inhabitées. Le général Gallois a exclu toute utilisation militaire de l'abri.

A défaut d'explication des forces de la coalition, ce bombardement apparaît comme un crime de guerre au sens où ces

termes sont entendus par le droit humanitaire public international.

### ◆ Dans le Sud

Les observations sont tout autres et confirment les déclarations du colonel Mc Peak, chef de l'US Air Force, aux termes desquelles : 7 % seulement des bombardements ont été effectués avec des "armes intelligentes" ; 70 % des objectifs ont été manqués, et donc les bombardements renouvelés à plusieurs reprises.

De fait, à mesure que l'on s'éloigne de Bagdad, il est de plus en plus rare qu'un tour d'horizon circulaire à l'œil nu ne permette pas d'identifier les conséquences civiles des bombardements.

On distingue aisément les armes utilisées au cours de la guerre civile (armes automatiques et roquettes) de celles employées par la coalition (bombes de 250 kg. et plus, laissant des cratères d'un diamètre supérieur à trois mètres) ;

- une observation sur environ 300 sites industriels ou artisanaux (cimenteries, raffineries, usines, briqueteries, entrepôts notamment alimentaires, trains, etc.) démontre un pourcentage d'objectifs détruits ou touchés de l'ordre de 75 % ;

- l'infrastructure routière est dévastée par des bombes de 250 kg. et par du *streaming*, mitraillage aérien dirigé contre les véhicules. La quasi totalité des ponts a été touchée ; c'est en particulier le cas des ponts et des passerelles situés dans les villes ;

- le bombardement des ponts a été effectué sans ménagement et a généralement provoqué des dégâts considérables dans les quartiers des alentours (par exemple à l'hôpital de Bassora, dont la salle de réanimation a été soufflée) ;

- les postes situées dans le centre des villes ont été massivement bombardées sans précision, dans le cadre de la destruction du système de communication, toujours hors d'usage. A Aldiwanyiah, par exemple, le pylône de transmission hertzienne de la poste a été vainement bombardé à trois reprises ; il est toujours en place alors que tous les immeubles alentours sont détruits.

Aucun bombardement visant délibérément des zones d'habitation n'a été identifié (2). En revanche, le type de bombardement utilisé a été meurtrier, surtout

dans les quartiers populaires de construction légère proches d'hypothétiques objectifs militaires ou industriels. (...)

Des *bomb dispensers* (projectiles contenant 300 petites bombes quadrillées) ont été également retrouvés à Bassora. La veille de notre visite, deux enfants avaient été tués par ces engins qui n'avaient pas explosé. Le général Gallois a également reconnu des bombes à fragmentation.

La délégation a été admise, pour la première fois semble-t-il, à visiter la route qui relie Bassora à la frontière koweïtienne. Près de 2 000 véhicules civils et militaires détruits par mitraillage aérien ont été aperçus. Il s'agissait de véhicules fuyant le Koweït ; leur bombardement, alors qu'ils étaient en fuite et que l'évacuation du Koweït était déjà achevée, ne trouve aucune justification.

A proximité du poste-frontière, un enchevêtrement de véhicules ne portant aucune trace d'impacts a retenu l'attention du général Gallois qui a identifié les effets d'une *fuel air explosive bomb*, projectile vaporisant un nuage de méthane enflammé dont les effets sont identiques à ceux d'une bombe atomique d'un kilotonne.

## Conclusion

La commission d'enquête :

- a constaté que la majorité des bombardements visait des objectifs civils ou industriels sans aucun lien direct ou indirect avec l'évacuation du Koweït et que le nombre des victimes civiles et militaires était sans commune mesure avec ce mandat ;

- estime que, pour la première fois, la communauté internationale a décidé de faire retourner un pays dans une situation économique de sous-développement dont les conséquences sont incalculables ;

- a constaté que l'affaiblissement de la population et la répression des soulèvements provoqués par la guerre avaient abouti à un renforcement global de la dictature et que la position de Saddam Hussein en sortait globalement renforcée ;

- condamne la poursuite de l'embargo dont le caractère illégal est certain.

Pour la première fois, la communauté internationale punit un peuple pour les erreurs commises par ses dirigeants. ★

Dominique Tricaud  
Porte-parole de la commission d'enquête  
Paris, 3 juin 1991

1) Pour tout contact : Me D. Tricaud, 9 avenue Hoche, 75008 Paris.

2) La délégation a recueilli des chiffres concernant les pertes humaines, qu'elle juge minimes (les autorités irakiennes tentent à l'évidence de minimiser les conséquences de la guerre) : entre 35 000 et 45 000 pertes civiles ; entre 85 000 et 110 000 pertes militaires.

# L'offensive du pouvoir

Le pouvoir tunisien semble décidé à donner le coup de grâce au mouvement intégriste Ennahdha (voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991). Une campagne de presse dénonçant les violences qu'auraient commis les intégristes ou qu'ils s'apprêteraient à commettre bat son plein ; les arrestations se multiplient (on parle de près de 2 000 prisonniers), notamment dans les facultés et les cités universitaires où les Brigades de l'ordre public (BOP) et les Brigades anti-gang arrêtent les étudiants en masse, les passent à tabac puis font le tri... Les rues de la capitale sont quadrillées ; les sacs volumineux systématiquement fouillés pour voir s'ils ne contiennent pas des "cocktails molotov", l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), syndicat étudiant intégriste, a été interdite.

## Ali Ben Saad



L'OPPOSITION démocratique et réformatrice ainsi que l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) ont fait, une fois de plus, allégeance au président tunisien Ben Ali, en dénonçant le "complot intégriste" qui vise à déstabiliser le pays, avant de réclamer timidement un peu plus de liberté. Ainsi, Moada, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti de l'opposition, a été désigné par Ben Ali à la tête d'un comité regroupant tous les partis — une sorte de "comité d'union nationale" pour la sauvegarde de l'université.

### Les débuts du conflit

Ce qu'il reste d'Ennahdha, après la scission de son ancien numéro deux, Abdelfatah Mourou, à l'occasion de la guerre du Golfe, accepte la logique de l'affrontement avec le pouvoir : violences, incendies, etc., font monter la tension et contribuent à accentuer l'isolement de ce courant au sein d'une population qui assiste passive et inquiète à un combat où aucun des belligérants ne dit la vérité.

La croisade anti-intégristes n'est que le couronnement d'une longue série de heurts de plus en plus durs entre le pouvoir et les intégristes depuis les élections législatives d'avril 1989. Ces derniers y ont obtenu près de 30 % des voix, appa-

raissant comme le premier parti d'opposition, alors que les démocrates se voyaient marginalisés. Le Destour, parti au pouvoir, a évidemment utilisé cette bipolarisation pour se présenter comme le protecteur de l'"Etat de droit" et de la "société civile", contre la "menace" intégriste ; il n'en restait pas moins très inquiet face à la croissance rapide et apparemment irrésistible du courant islamiste.

Les concessions à l'"islamisme" et à l'"arabisme", faites par Ben Ali au lendemain de son coup d'Etat de novembre 1987, pour leur couper l'herbe sous le pied se sont avérées totalement inefficaces. L'échéance des municipales de juin 1990 a accentué ces craintes ; une véritable panique a été encouragée après la victoire des intégristes algériens aux élections municipales de juin 1990. Le pouvoir se trouvait donc devant deux alternatives : légaliser Ennahdha et laisser le libre jeu démocratique trancher le sort des municipalités — choix difficile car il impliquait de laisser l'ensemble de l'opposition, toutes tendances confondues, s'emparer de nombreux conseils municipaux au détriment de la bureaucratie destourienne ; ou bien organiser des élections sur mesure pour garder le monopole du pouvoir, avec tout ce que cela implique en matière de restrictions des libertés et de répression, en particulier pour les intégristes.

C'est cette deuxième voie qu'a empruntée le pouvoir, engageant dès lors un affrontement avec les intégristes qui ont riposté par un discours de plus en plus radical et des manifestations de plus en plus importantes.

Le résultat pour le pouvoir a été con-

tradictoire : il a, certes, gardé le contrôle des municipalités mais il a fait l'unanimité contre lui. Non seulement les intégristes mais toute l'opposition, y compris la plus modérée, ont boycotté les élections — à l'exception du Parti communiste ouvrier de Tunisie, pro-albanais — la population, qui s'est sentie flouée, n'a pas pris la peine de se déplacer jusqu'aux bureaux de vote.

Le discrédit du pouvoir a été grand, y compris à l'étranger : en France on s'est interrogé quant aux capacités de Ben Ali à conduire la transition de l'après-Bourguiba ; aux Etats-Unis, on s'intéressait de plus en plus à Ghannouchi (principal leader de Ennahdha, qui a choisi l'exil depuis deux ans).

Au lendemain des élections municipales, c'est-à-dire à la veille du déclenchement de la crise du Golfe, le pouvoir tente de sortir de l'impasse. Il a cherché à séduire l'opposition démocratique, en lui faisant miroiter la possibilité d'un futur gouvernement d'"union nationale". Il ne s'est pourtant pas décidé à faire des concessions immédiates substantielles, tandis que l'opposition, sentant le pouvoir affaibli, refusait de s'engager sur la base de simples promesses.

### La guerre du Golfe et la "solution arabe"

L'invasion du Koweït par Saddam Hussein et le déploiement des forces impérialistes dans le Golfe et en Arabie saoudite ont obligé le gouvernement à accepter certaines concessions à l'opposition démocratique. Craignant que la déception de la population à son égard ne se transforme en véritable rupture, le pouvoir a dû adopter une position plutôt "neutraliste" : tout en dénonçant l'invasion et l'annexion du Koweït, et en appliquant rigoureusement l'embargo, Ben Ali condamne la présence militaire étrangère dans le Golfe et appelle à une "solution arabe". Cette prise de position, difficilement imaginable du temps de Bourguiba, lui redonne un certain crédit aux yeux de l'ensemble de la population. Le climat est alors à l'"union nationale".

L'opposition démocratique, à peine plus virulente que le gouvernement tunisien à l'égard des Etats-Unis, craignant d'être irrémédiablement marginalisée, se jette dans les bras du général-président qui, conforté dans sa position, la renvoie à ses salons, non sans avoir interdit quelques initiatives de solidarité avec l'Irak qu'elle voulait organiser.

Mais ce qui est plus important, car plus durable, c'est que la guerre du Golfe a provoqué une très grave crise au sein du mouvement intégriste tunisien. Alors que

## Complot ou machination ?

« Diabolique ! » tel est le titre qui s'étale à la une du quotidien gouvernemental *La Presse*, le 22 mai 1991, au lendemain de la conférence de presse du ministre de l'Intérieur, Abdallah Kallel, qui a révélé les détails d'une « *conspiration visant à s'emparer du pouvoir et à imposer une Etat religieux et théocratique* ». Le « complot Nahdhaoui » aurait commencé, selon lui, à être exécuté d'après un plan en cinq phases allant de la simple « *distribution de tracts hostiles au régime, à la désobéissance civile, jusqu'aux opérations de commandos-suicides visant des objectifs stratégiques couronnés par l'intervention d'éléments militaires noyautés* ».

Sur les centaines d'intégristes arrêtés, il y aurait une centaine de militaires, de policiers et de douaniers. Le ministre de l'Intérieur dévoile également la structure clandestine d'Ennahdha : « *un organigramme en toile d'araignée* », incluant un réseau terroriste dont certains auraient été entraînés en Afghanistan.

Force est de constater, cependant, que la mise en scène dramatique de ces « révélations » masque difficilement le manque d'éléments concrets pour étayer les affirmations du ministre : des tracts, des cocktails molotov, des gourdins, et les aveux télévisés « *d'un officier félon* » qui paraissait bien trop calme et sûr de lui !

L'opération, qu'elle soit artificiellement fabriquée ou qu'elle s'appuie sur des faits réels, est, quo qu'il en soit, réussie du point de vue du pouvoir. Elle lui aura permis, une fois de plus, de réaliser l'union nationale autour de Ben Ali, de justifier la répression féroce des intégristes et le quadrillage policier du pays. Toute la « classe politique », les démocrates comme la gauche, se retrouve autour du président-général pour « *barre la route à la violence et au putschisme intégriste* », selon la formule du secrétaire général du squelettique Parti communiste tunisien. Deux réunions, se félicite la presse pro-gouvernementale, ont déjà eu lieu auxquelles ont participé le parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti destourien) et les partis de l'opposition légale ! Cela annonce-t-il une participation de ces partis au pouvoir sur le cadavre d'Ennahdha ou plutôt sur les cadavres des intégristes ?

Un jeune homme de 33 ans est mort sous la torture ces jours derniers. Combien ont connu le même sort et, comme lui, ont été enterrés subrepticement au petit matin ? \*

Ali Ben SAAD

Tunis, 1er juin 1991

son deuxième dirigeant Ghannouchi se répand en déclarations pro-irakiennes incendiaires, le reste de la direction est plus modérée, cachant à peine ses sympathies à l'égard de l'Arabie saoudite ; Mourou va jusqu'à désavouer Ghannouchi et lui denier le droit de parler au nom de leur mouvement. La crise est grave, car les relations avec l'Arabie saoudite ne sont pas simplement une question d'argent ; c'est également un appui décisif que Ennahdha risque de perdre dans cette crise. De surcroît, le modèle saoudien représente une composante fondamentale de l'intégrisme tunisien.

### Le coup de grâce ?

Dans l'immédiat, les positions de Ennahdha, son absence d'initiative et sa passivité dans la mobilisation de soutien à l'Irak, durant la guerre, l'ont largement discrédité aux yeux de l'opinion publique. Le mouvement a organisé de petites manifestations musclées pour dénoncer la répression dont était l'objet mais sans susciter de sympathie : on l'a alors accusé, non sans raison, de vouloir détourner l'attention du problème du Golfe. Le rôle de l'Irak dans les soulèvements du sud de l'Irak, au lendemain de la guerre, a également desservi les intégristes tunisiens.

Le pouvoir a profité de l'occasion pour intensifier la répression à leur encontre, démanteler leurs structures, et arrêter la plupart de leurs dirigeants. L'"affaire de Bab Souika" (1) est venue à point nommé pour justifier cet acharnement : selon la version officielle, un groupe d'intégristes aurait mis le feu à un local du Parti destourien et volontairement provoqué la mort de deux gardiens restés prisonniers des flammes. Provocation ? Débordement ? Difficile à dire... Il y aurait même une piste saoudienne !

Cette affaire a servi de prétexte à une partie de la direction intégriste, conduite par Mourou, pour faire allégeance à Ben Ali et annoncer la création d'un nouveau parti : « *Nous considérons que l'action politique doit se baser sur la séparation et la distinction du politique et du religieux. Nous n'intégrerons pas la scène politique avec des slogans religieux mais avec un programme concernant les différents domaines de la vie. De même, nous considérons que les mosquées doivent rester un lieu de culte et ne pas devenir le terrain d'une confrontation politique. Nous ne croyons pas non plus être les seuls musulmans dans le pays, ni les porte-parole de l'Islam* » (2).

Cette rupture a porté un coup très dur à Ennahdha, d'autant plus que la scission

intervient alors que le pouvoir semblait plus déterminé que jamais à l'éliminer de la scène politique, et que son audience déclinait sensiblement.

Le gouvernement sort incontestablement renforcé, après la guerre, mais sa situation reste fragile. Sur le plan intérieur, il doit résoudre une crise de régime, passablement ébranlé, comme a pu en témoigner l'important remaniement ministériel en pleine guerre ; il doit également faire accepter de nouvelles mesures d'austérité rendues, à ses yeux, impératives pour contrecarrer les répercussions de la crise du Golfe sur l'économie (3).

### L'"union nationale"

Sur la scène internationale, il faut qu'il regagne la confiance des pays du Golfe, de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis, contrariés par les positions « neutralistes » de Ben Ali. Tout cela sans réveiller un mouvement de masse, certes dérouter par la défaite de l'Irak, mais dont la mobilisation anti-impérialiste a atteint, lors du conflit du Golfe, une ampleur sans précédent depuis l'Indépendance.

Cette entreprise, au demeurant difficile, nécessite pour réussir d'être réalisée rapidement, en évitant de provoquer une trop forte réaction de la population et en s'assurant du plus large consensus.

C'est dans ces conditions que le pouvoir a décidé de s'attaquer au secteur social le plus radical et le plus dynamique, la jeunesse scolaire et étudiante, au sein de laquelle toute l'opposition, en particulier les intégristes, puise une grande partie de ses forces militantes. C'est ainsi que les Brigades anti-gang et les Brigades de l'ordre public (BOP) sont chargées d'interdire à coup de matraque, de gaz lacrymogènes et, s'il le faut, de pistolets mitrailleurs, toute action politique à l'université — celle-ci était jusqu'alors le seul espace de liberté presque total pour l'opposition. A la violence du pouvoir, les intégristes, incapables d'impulser une véritable mobilisation populaire, opposent leur propre violence, alors que les démocrates rallient, une fois encore, Ben Ali.

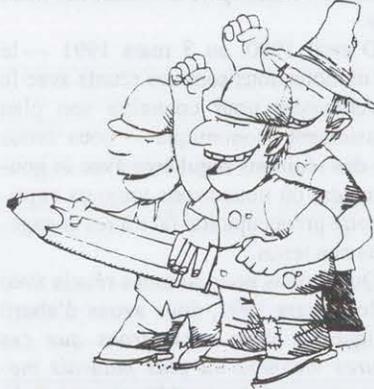
Il serait pour le moins prématuré, en l'état actuel des choses, de pronostiquer la fin d'Ennahdha. La puissance du courant intégriste à l'échelle régionale, en particulier dans l'Algérie voisine, constitue pour les partisans de Ghannouchi un incontestable stimulant. Si une tendance plus modérée se dégage de ce mouvement, un courant plus réactionnaire se renforce depuis quelques temps : le Parti de la libé-

1) Bab Souika est un quartier de Tunis.

2) *Essabah*, 16 mai 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 331 du 24 mai 1991.

# « Une force révolutionnaire »



**BARRICADA :** *Vous avez récemment affirmé qu'il serait possible, malgré ce gouvernement, de poursuivre, avec le peuple, la révolution économique et sociale, sur les bases de la révolution politique réalisée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Quelle confiance peut-on faire à ce gouvernement ?*

**Daniel ORTEGA :** Il est important de rappeler que ce gouvernement n'a pas perdu son caractère de classe et qu'il est le fruit de la politique interventionniste des Etats-Unis. Nous ne pouvons donc avoir aucune illusion sur lui. Nous devons seulement faire confiance à la force des travailleurs.

L'impérialisme n'a pas disparu. Il cherche, par différents moyens, à démanteler le processus révolutionnaire, à affaiblir le sandinisme, qu'il tente de diviser et de neutraliser, pour rétablir le néosomozisme et le néocapitalisme.

Nous sommes donc obligés de compter sur nos propres forces populaires et patriotiques pour imposer une véritable politique qui aillent dans le sens des intérêts du pays, et non de ceux des Etats-Unis.

Quand nous parlons de défendre la révolution économique et sociale dans notre pays, à partir de ce que furent les transformations fondamentales dans le domaine politique, économique et social, nous parlons d'une lutte active des travailleurs, comme expression de la lutte des classes qui n'a pas disparu et qui n'est pas prête de disparaître. Notre objectif ne peut être que de poursuivre cette lutte active pour obliger le gouvernement à les respecter.

La politique de ce gouvernement, déterminée par sa nature de classe, tend à privilégier les capitalistes au détriment des intérêts des travailleurs. Mais les gouvernements ne font pas ce qu'ils veulent, mais ce que le peuple leur permet de faire. La mobilisation populaire et la lutte sont déterminantes pour que le gouvernement respecte les conquêtes de la révolution.

◆ *Comment se situe le FSLN dans cette lutte ?*

Il faut comprendre que le FSLN est une force révolutionnaire. C'est pour cela

La "trêve" concédée par le Front national des travailleurs (FNT) au gouvernement Chamorro pour le lancement de son nouveau plan économique touche à sa fin. Cependant, les grèves se sont poursuivies dans différents secteurs publics.

Le 27 avril 1990, la présidente Violeta Chamorro a été victime d'un attentat ; la police fait des recherches dans des milieux liés à la Contra. Une partie de celle-ci, derrière le "commandant" Ruben — lui-même proche du vice-président Virgilio Godoy — a menacé de reprendre la lutte armée si Humberto Ortega n'était pas destitué du commandement des forces militaires (voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991).

C'est dans ce contexte instable et tendu que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) prépare son 1er Congrès (voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991).

Lors d'un colloque sur les mouvements révolutionnaires en Amérique latine qui s'est tenu les 9 et 10 mai en Belgique, l'ancien président Daniel Ortega a tenu des propos intéressants. En parlant du "nouvel ordre international", il a déclaré que les partisans de celui-ci disposent de leurs propres internationales (libérale, démocrate-chrétienne et socialiste). C'est la première fois qu'un dirigeant du FSLN prend une telle position par rapport à la social-démocratie — le FSLN avait le statut d'observateur à l'Internationale socialiste (IS) et il était question, dans son débat de congrès, d'une intégration formelle. Daniel Ortega a aussi expliqué que les révolutionnaires ne pouvaient pas s'identifier à l'IS et qu'il fallait « une nouvelle internationale des révolutionnaires, formée par tous ceux qui s'opposent au nouvel ordre mondial », les révolutionnaires du Nord et du Sud.

Sans tirer de conclusions hâtives sur les déclarations du dirigeant sandiniste nous ne pouvons que nous réjouir de la réflexion qui semble exister parmi certains militants du FSLN.

L'interview de Daniel Ortega dont nous reproduisons de larges extraits, est parue dans *Barricada*. ★

tion islamique, auprès duquel Ennahdha fait figure de parti démocrate laïc !

Face à cet affrontement, les difficultés de la population s'accroissent et viennent s'ajouter peu à peu aux frustrations, à la colère, et à l'humiliation ressenties après l'agression impérialiste contre l'Irak. C'est d'abord cela qui déterminera l'évolution des mois à venir. ★

Tunis, 21 mai 1991

## Le cycle de la violence

Nous publions ci-dessous les extraits d'une déclaration de l'Organisation des communistes révolutionnaires (OCR, section tunisienne de la IVe Internationale), contre la restriction des libertés démocratiques, et la répression qui frappe avant tout les étudiants :

« Au lendemain de la guerre du Golfe, voulant profiter de circonstances favorables, le pouvoir a décidé de réaffirmer son autorité à l'université, le seul espace de relative liberté politique. Au nom de la liberté des cours et de la lutte contre les intégristes, Charfi, devenu représentant du ministère de l'Intérieur à l'université, interdit l'activité politique dans les facultés et autorise leur occupation par les Brigades de l'ordre public (BOP) et les Brigades anti-gang. Le cycle de la violence commence : c'est la chasse aux étudiants, les arrestations en bloc, les passages à tabac systématiques. Tout étudiant en est la victime : intégriste, de gauche ou apolitique. Les étudiants assassinés n'avaient aucune étiquette ! (...)

» Le caractère réactionnaire et antinational du courant intégriste, qu'a mis en relief sa position durant la guerre du Golfe, ne donne aucune légitimité à l'offensive répressive dont il est l'objet de la part d'un pouvoir qui est le premier responsable de l'extension de son influence, en encourageant directement durant les années 70, puis en brisant toute opposition démocratique et progressiste, en particulier, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) ! La répression que pratique le Destour ne peut éliminer le danger intégriste : en fermant les yeux ou en se faisant les avocats de cette répression, les démocrates se font les complices du renforcement de l'appareil policier du pouvoir au détriment des libertés politiques.

» C'est, au contraire, sur le terrain de la lutte pour les libertés démocratiques sans restriction et sur le terrain social qu'il sera possible de contrecarrer l'influence des intégristes, c'est-à-dire en occupant réellement le terrain de la lutte contre le pouvoir du 7 novembre 1987 et ses choix économiques et politiques (voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991). » ★

qu'il ne pas peut être au centre, mais résolument à gauche. Cette force de gauche peut parfaitement travailler pour changer les positions de ce gouvernement, qui est de droite, pour l'amener, pourquoi pas, au centre et même à gauche. C'est un objectif auquel aucune force révolutionnaire ne peut renoncer.

Dans l'histoire il n'y a aucun mouvement révolutionnaire qui, après avoir fait tomber par les armes une dictature, ait pris la tête de la lutte contre l'agression nord-américaine et jeté les bases d'une réelle démocratie, avec une planification, et qui ait tenu les secondes élections libres de l'histoire du Nicaragua, les ait perdues et soit passé dans l'opposition.

◆ **Comment faire concrètement pour amener ce gouvernement à avoir des positions justes ?**

Il faut agir par le bas. Il s'agit de "gouverner d'en bas", en exerçant le pouvoir réel. Tout gouvernement, aussi fort qu'il puisse paraître, et qui détient tous les instruments du pouvoir, ne peut tenir, en dernière instance, que par le consensus qui naît de la base. C'est-à-dire que le pouvoir se détermine par la base. Et ce pouvoir, quand il décide de changer de gouvernement, le fait même si ce dernier détient tous les mécanismes constitutionnels et même répressifs. En Europe de l'Est, les gouvernements sont tombés en laissant intacts les armées, les forces de police, et les services de sécurité.

Dans les démocraties bourgeoises nous rencontrons des situations semblables, où des gouvernements qui ont été élus avec l'appui populaire, peuvent perdre en peu de temps ce soutien et donc le pouvoir réel.

◆ **Pour être plus précis, qu'est-ce qu'il y a de révolutionnaire dans le gouvernement Chamorro ?**

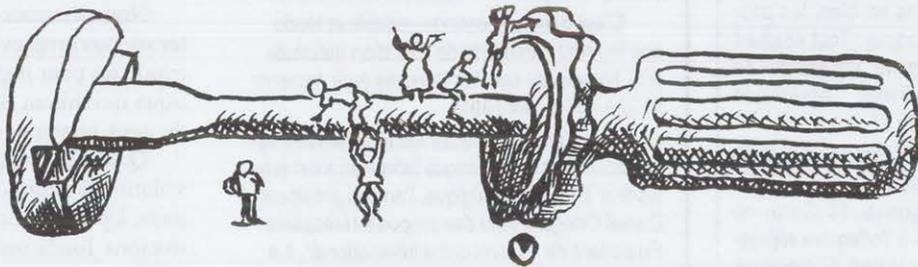
Ce qui est révolutionnaire ne se trouve pas dans ce gouvernement, et ne dépend pas de lui. Cela réside dans la réalité nationale, profondément transformée par le processus révolutionnaire engagé le 19 juillet 1979, et qui a donné lieu à un gouvernement qui, paradoxalement, n'est pas révolutionnaire. Ce qui est révolutionnaire se trouve dans la conscience collective qui a fixé de nouvelles valeurs de solidarité et de fierté nationale.

◆ **La signature des accords de concertation représente-t-elle une nouvelle dimension des accords de transition [signés lors de la passation de pouvoir, ndr] ?**

Les accords de transition ont été signés avec beaucoup de méfiance des deux côtés.

D'avril 1990, au 3 mars 1991 — le jour où nous nous sommes réunis avec le gouvernement pour connaître son plan d'ajustement économique — nous avons tenu des réunions régulières avec le gouvernement où nous avons toujours exprimé notre préoccupation face à ses engagements non tenus.

Quant nous nous sommes réunis avec lui, le 3 mars 1991, nous avons d'abord expliqué : « Nous considérons que ces mesures viennent au plus mauvais moment, alors que les problèmes essentiels, comme, par exemple, la stabilité politique du pays n'ont pas été résolus ; les mesures monétaires touchent surtout et avant tout les travailleurs, elles ne sont pas justes et c'est pour cela qu'elles doivent être modifiées au bénéfice des travailleurs, des petits agriculteurs, des coopératives, de la petite industrie, de l'artisanat et du petit commerce. Elles doivent de même protéger le salaire des policiers et des soldats. »



Dans ce climat de méfiance, nous étions pour lui donner un délai, mais avec des garanties pour les travailleurs, en faveur de la protection du salaire et de l'emploi. On ne peut donc pas dire qu'il y ait une nouvelle dimension des accords de transition.

◆ **Dans certains secteurs la confiance n'a jamais été aussi faible et le sandinisme apparaît comme s'étant fait le complice de ce démantèlement systématique des conquêtes révolutionnaires. Quelle est ton opinion là-dessus ?**

Les délais ont des limites et le démantèlement des conquêtes révolutionnaires n'est pas un problème de confiance, il est

déterminé par la combativité des travailleurs, des secteurs populaires et des militants sandinistes. Le manque de combativité, l'accommodement, l'opportunisme, la déroute sont les complices du démantèlement des conquêtes de la révolution.

◆ **Est-ce que le Front n'a pas perdu son identité depuis la défaite électorale ?**

Le Front sandiniste n'est pas une opposition traditionnelle. Il a été une force politique révolutionnaire, à l'avant-garde du processus de lutte dans ce pays.

Depuis le 25 avril 1990, nous sommes une force révolutionnaire qui est là pour défendre les conquêtes de la révolution. Nous avons notre identité propre qui doit toujours être liée aux intérêts populaires et non à la conjoncture. Il n'y a aucun risque, dans ce cas, de perdre son identité.

◆ **Peut-on avoir confiance dans un gouvernement qui, suivant la propre expression, se propose d'appliquer une série de mesures économiques qui frappent les travailleurs ?**

L'épreuve de vérité est la politique d'ajustements structurels qui approche. La politique d'ajustement monétaire est dans une phase critique et l'inflation a atteint 285 % ce mois-ci, soit un taux cumulé pour février et mars 1991 de 800 %, intolérable pour les travailleurs. Le gouvernement doit rapidement décider une dévaluation du cordoba

d'environ 12 pour 1.

La politique d'ajustements structurels déterminera le futur du pays : soit c'est le modèle connu de l'oligarchie capitaliste qui est choisi et l'on impose le néosomozisme, le néocapitalisme ; soit le Nicaragua va vers de nouvelles formes de développement économique et social, en respectant les acquis de la révolution.

◆ **Quelle est la réaction des travailleurs face au gouvernement, lorsqu'il trahit ses promesses ?**

Les paysans qui veulent la terre pour la travailler s'unissent pour défendre leurs droits au lieu de s'entre-déchirer pour un morceau de terre, face à un gouvernement qui essaie de favoriser les grands proprié-

taires et les somozistes. Ce combat est le seul garant des accords signés avec le gouvernement.

◆ *Quelle est la capacité des syndicats et du mouvement populaire à peser sur les mesures d'ajustement structurel ?*

Ils sont en train de lancer des discussions et des mobilisations ; ils doivent jouer davantage ce rôle à partir de maintenant. Il est inadmissible qu'un militant sandiniste reste à l'écart d'une lutte qui se mène sur son lieu de travail.

◆ *Y a-t-il un risque de recombinaison des groupes sociaux et économiques et d'affaiblissement de la classe ouvrière ?*

Lorsque Sandino disait que seuls les ouvriers et les paysans iraient jusqu'au bout, il définissait correctement les forces fondamentales de la lutte révolutionnaire ; cela reste vrai. Mais, aussi bien à l'époque de Sandino qu'aujourd'hui, la classe ouvrière n'est pas aussi développée au Nicaragua que dans une société industrialisée. Le poids des paysans, des commerçants et des artisans est important. Pourtant, notre classe ouvrière est bien organisée ; si, quantitativement, elle ne représente qu'une force de plus de cette réalité sociale, par contre, d'un point de vue qualitatif, les travailleurs de la ville et de la campagne sont à la tête des luttes ; il faut reconnaître la maturité et la combativité dont fait preuve le FNT.

◆ *Quelle est la position du FSLN en matière de propriété ?*

Nous avons mis l'accent sur la démocratisation de la propriété. Aujourd'hui, nous demandons la privatisation des entreprises d'Etat en faveur des travailleurs ainsi que le respect des titres distribués par la réforme agraire. Cette question sera décisive pour le FSLN, pour l'avenir de la révolution et pour la stabilité du pays. Le Front sandiniste n'est pas un parti électoraliste, mais une force politique dont la tâche est de défendre les acquis de la révolution.

◆ *Pourquoi insistez-vous sur le fait que le FSLN n'est pas un parti électoraliste ?*

Cela ne servirait à rien au FSLN de gagner les élections de 1996 dans un pays néosomoziste et néocapitaliste où toutes les conquêtes de la révolution ont été dé-

mantelées. Il serait préférable que le Front réussisse à maintenir et à développer les acquis de la révolution, pour parvenir ainsi à renforcer la conscience de la société nicaraguayenne, afin que le modèle véritablement démocratique se consolide. Voilà pourquoi le Front ne peut pas être électoraliste.

◆ *Le gouvernement actuel symbolise la politique interventionniste des Etats-Unis. Comment cela se traduit-il dans sa gestion ?*

Le gouvernement est sous l'influence de la politique des Etats-Unis qui se croient en droit de gouverner le Nicaragua par ce biais. Les forces d'extrême droite sentent aussi que c'est leur gouvernement, et qu'il faut avancer vers l'exter-

veut forcer le gouvernement à démanteler la révolution.

◆ *Quel est le rôle de l'armée populaire sandiniste (EPS) et de la police ? De quel côté seraient-elles si le conflit s'aggravait ?*

Elles doivent être du côté de la Constitution qui établit clairement que l'armée défendra la souveraineté nationale et ne sera jamais un instrument de répression contre les travailleurs et le peuple. Le rôle de la police est également défini dans la Constitution en tant que gardienne de l'ordre intérieur et garante des lois ; elle n'est en aucun cas la protectrice des capitalistes et des grands propriétaires.

Le gouvernement a déjà essayé de dresser l'armée et la police contre les travailleurs, exerçant des pressions pour qu'elles les répriment. Ces institutions ne se sont pas laissées faire et elles ont agi dans le respect de la Constitution.

◆ *Nombreux sont ceux qui pensent que le FSLN n'a pas été assez combatif au cours des derniers conflits ; certains estiment que son rôle s'est réduit à celui de médiateur social.*

Il faut d'abord comprendre quel est le rôle de la direction nationale du FSLN, celui des syndicats et celui des militants sandinistes. Le FSLN n'est pas un médiateur social, il joue un rôle de direction politique. La direction nationale défend les acquis de la révolution ; cela ressort clairement dans les accords de transition. Nous avons consacré toutes nos forces au désarmement de la Contra ; nous avons soutenu les travailleurs au cours des grèves de mai, juin et juillet 1990 et lors des négociations d'octobre ; nous avons précisé clairement notre position face aux mesures monétaires de mars 1991. Les sandinistes sont à la tête du mouvement syndical. Mais tous les militants n'ont pas pris leur place dans les luttes. Si je suis militant sandiniste et que je travaille à l'usine ou à l'hôpital, je dois évidemment être au premier rang des luttes. ★

*Barricada, 10 et 11 avril 1991*



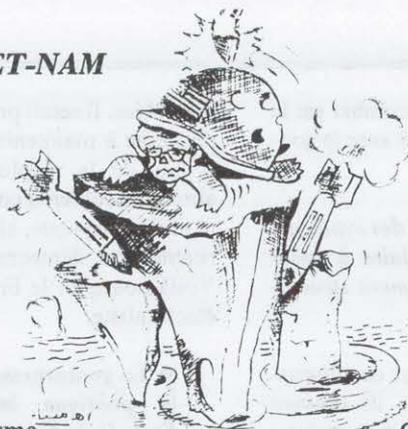
mination du sandinisme, sans respecter véritablement le jeu démocratique.

D'un autre côté, les forces somozistes, les grands propriétaires terriens et les capitalistes reviennent au pays pour dépouiller la société nicaraguayenne des éléments essentiels du processus démocratique. Ils veulent arracher la terre aux paysans, priver des milliers de familles de leurs moyens de subsistance et leur reprendre ce que la révolution leur avait donné, enlever les industries et les usines aux travailleurs.

C'est la contre-révolution qui cherche à gagner de l'espace. Ce n'est plus la contre-révolution armée, mais celle qui

# L'ère de "paix mondiale" ?

La préparation du VII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste vietnamien (PCV) touche à sa fin. Le thème brûlant du pluralisme a été autoritairement interdit des débats officiels. Cette question n'en est pas moins au cœur de la crise qui mine le Parti (1). La contribution de Hoàng Minh Chỉnh, dont nous reproduisons l'essentiel en p. 24 et 25, en témoigne, comme l'interview de Bùi Tin et la "Lettre" de Nguyễn Khắc Viện que nous avons publiées précédemment (2). Dans ce texte, Hoàng Minh Chỉnh s'attaque au système du parti unique, notant, à juste titre, qu'il ne peut qu'étouffer toute démocratie réelle. Mais il semble aussi afficher bien des illusions sur le rôle du marché dans le développement du tiers monde capitaliste, sur l'Organisation des Nations-Unies (ONU) et sur le régime parlementaire présidentiel de la démocratie bourgeoise.



peuples ou les nations — est apparue plus que jamais dépendante des cinq membres permanents de son Conseil de sécurité, un club nucléaire fort peu démocratique (4).

Nous ne sommes malheureusement pas sortis de l'ère impérialiste. Chỉnh note, avec un humour qui touche juste, qu'il ne faut pas demander aux pays capitalistes développés de financer le socialisme. Mais il ne faut pas non plus espérer qu'ils vont aider à constituer de nouvelles puissances économiques indépendantes, fussent-elles bourgeoises. A témoin, l'usage qu'ils font de la dette du tiers monde pour consolider leur domination sur les pays débiteurs. Le Fonds monétaire international (FMI) s'arroge un véritable droit de veto sur les politiques gouvernementales, alors que la dictature du marché continue à condamner à la misère des secteurs entiers de la population (5).

Pierre ROUSSET



IL NE NOUS EST pas possible de discuter des conceptions fondamentales de Hoàng Minh Chỉnh. Le texte reproduit ici ne présente que les conclusions d'une analyse, sous la forme condensée de "thèses". Ses écrits des années 60 (en particulier un document de 200 pages, intitulé *Sur le dogmatisme au Viêt-nam*) semblent n'avoir connu qu'une diffusion très restreinte et nous restent inconnus. Il n'en est pas moins utile de revenir sur les questions que Chỉnh soulève dans sa contribution. Elle illustre un danger inhérent à la situation internationale actuelle : voir les critiques antibureaucratiques dans les sociétés de transition et s'en remettre, faute d'alternative, aux lois du marché et à la coopération "onusiennne" pour sortir le pays de la crise.

Le document de Hoàng Minh Chỉnh aborde de vrais problèmes. Il recherche les causes internes qui expliquent la faillite du modèle stalinien — dont la dynamique antidémocratique propre au régime de parti unique. Il discute de la situation des nations du tiers monde engagés dans une révolution socialiste, alors qu'ils ne peuvent plus escompter l'aide de "pays frères" économiquement plus développés tels l'Union soviétique, et se demande comment le Viêt-nam, l'un des pays les plus pauvres du monde, peut espérer « construire directement le socialisme »

en « sautant l'étape du développement capitaliste ». Question grave s'il en est, et qui ne concerne pas le seul Viêt-nam, comme le montre l'exemple du Nicaragua.

Ce sont les conditions de ce que nous appelons le processus de révolution permanente dans les pays dominés qui sont en cause.

Hoàng Minh Chỉnh tire les conséquences ultimes de la crise du "camp socialiste" en concluant que seule la "révolution bourgeoise-démocratique" (conçue comme un très long processus) est à l'ordre du jour au Viêt-nam (3). Il le fait au nom du réalisme, mais n'évite pas pour autant l'illusoire.

La guerre du Golfe a éclaté après que Hoàng Minh Chỉnh a écrit sa contribution. Elle montre à quel point le "nouvel ordre mondial" n'ouvre pas une "ère de paix" et de "dialogue entre nations", comme l'espérait Chỉnh. Menée par les Etats-Unis avec des moyens militaires sans précédent, on ne peut la décrire comme un conflit régional. Engagée au nom de l'ONU, contre un dictateur, elle n'avait cependant pour objectif de préserver le droit international (ce que confirment les contre-exemples de la Palestine, occupée par Israël, et du Timor oriental, occupé par l'Indonésie). Le discours officiel tenu à Washington, Londres et Paris cache mal la poursuite d'intérêts impérialistes traditionnels, tels la volonté d'hégémonie politico-militaire sur le tiers monde, la lutte pour le contrôle direct ou indirect des ressources et du recyclage des revenus du pétrole. L'ONU — représentant les Etats et les gouvernements, et non les

## Impérialisme et démocratie dans le tiers monde

Les zones franches n'ont servi que les multinationales (et quelques bourgeois nationaux). Les progrès de l'industrialisation dans un pays du Sud-Est asiatique tel la Thaïlande, qui prétend au statut de nouveau "dragon", s'opèrent sous hégémonie japonaise. Les Philippines, qui ont toujours sagement suivi les préceptes du FMI et de la Banque mondiale, se retrouvent aujourd'hui prisonnières d'une crise dramatique. Le tiers monde — définit comme un ensemble de pays dominés — n'est pas en train de disparaître de la carte du monde.

Hoàng Minh Chỉnh exige, avec raison, le respect au Viêt-nam des libertés fondamentales, libertés qui ne peuvent en rien être qualifiées de "bourgeoises".

1) Voir *Inprecor* n° 324 du 15 février 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 327 du 29 mars 1991.

3) Il se réfère à cette occasion, au programme de révolution nationale-démocratique de Hồ Chi Minh, pour la période 1945-1955. Mais cette révolution nationale-démocratique devait précisément déboucher sur une transition au socialisme.

4) C'est aussi vrai en ce qui concerne le rôle de l'ONU dans la détermination d'un plan de paix pour le Cambodge. Voir *Inprecor* n° 307 du 3 mai 1990.

5) Chỉnh se réfère aux "dragons" asiatiques, comme la Corée du Sud. Mais ils ont pris leur envol à la faveur d'une conjoncture historique tout à fait particulière (marquée, entre autres, par la défaite de "leur" impérialisme — japonais —, la volonté américaine d'isoler la révolution chinoise, puis la disponibilité des "pétrodollars"). Leur "modèle" de croissance, très étatique, est fort antidémocratique et violemment répressif ; la crise socio-politique qui secoue actuellement la Corée du Sud montre l'acuité des contradictions sur lesquelles il a débouché.

Voir notamment Walden Bello, Stephanie Rosenfeld, *Dragons in distress, Asia's miracle in crisis*, IFDP, San Francisco, 1990.

## Appel en faveur de Duong Thu Huong

Mme Duong Thu Huong, écrivain, scénariste et poète, menacée depuis deux ans, a été arrêtée à Hanoï pour délit d'opinion.

Les soussignés, solidaires depuis longtemps du peuple vietnamien, protestent contre cet acte arbitraire de répression vis-à-vis d'une intellectuelle qui fait honneur aux femmes, aux lettres vietnamiennes, et dont la voix courageuse exprime les aspirations de tout un peuple au changement démocratique.

Ils exigent la libération immédiate de Duong Thu Huong et de tous les détenus pour délits d'opinion. Ils demandent à l'opinion internationale de se mobiliser avec diligence pour les défendre. ★

Appel lancé le 25 avril 1991, en France

Cet appel a reçu plus de 370 signatures, parmi lesquelles : Elisabeth Badinter, Gilbert Bereziat, Denis Berger, Marguerite Bonnet, Georges Boudarel, Claude Bourdet, Pierre Brocheux, Bui Tin, Cornelius Castoriadis, Jean René Chauvin, Jean Chesnaux, Dang Van Long, Jean-Paul Deléage, Dr. Alain Delosch, Marguerite Duras, Mireille Gansel, Dr. Pierre Foldes, Antoinette Foulque, Suzanne George, François Geze, Felix Guattari, Ha Duong Tuong, Mohamed Harbi, Daniel Hémy, Yves Jouffa, Pierre Juquin, Dr. Marcel Francis Kahn, Dr. Jean Michel Krivine, Georges Labica, Jean Lacouture, Dr. François Lahaye, Denis Langlois, Le Ba Dang, Le Thanh Khoi, Victor Leduc, Alain Lipietz, Colette Magny, Michèle Manceaux, Gilles Manceron, Maurice Nadeau, Pierre Naville, Nguyen Ngoc Giao, Nguyen Thien Dao, Hélène Parmelin, Gilles Perrault, Pham Ngoc Thuan, Roger Pic, Edouard Pignon, Christian Picquet, Michel Raptis, Madeleine Reberieux, David Rousset, Pierre Rousset, Camille Scalabrino, Laurent Schwartz, Germain Trugnant, Pierre Vidal Naquet, Vo Nhan Tri, Jean Ziegler.

namique révolutionnaire grâce, notamment, à des réformes démocratiques radicales. Mais il faut aussi éviter que le marché et les multinationales n'imposent leur propre dictature sur la société et qu'une partie de l'élite bureaucratique ne se transforme en nouvelle bourgeoisie. Les modalités concrètes d'une économie de transition et d'une démocratie socialiste adaptées aux réalités nationales restent largement à découvrir. Enfin et surtout, il faut trouver les moyens de raviver l'internationalisme dont les révolutions du tiers monde ont un besoin vital. On s'accordera avec Chinh pour dire qu'il s'agit là d'un processus de longue haleine, dans lequel la responsabilité de tous est engagée.

### Le "verrouillage" du PCV

Le débat ouvert par Hoàng Minh Chinh est donc à la fois inévitable, parce qu'inscrit dans la situation internationale actuelle, et légitime, nécessaire. Il ne peut être résolu par la répression administrative. Or, c'est bien à la répression sélective, à l'encontre des intellectuels et des cadres politiques contestataires, que la direction du Parti communiste vietnamien continue d'avoir recours.

L'écrivain Duong Thu Huong est toujours emprisonnée, accusée d'avoir « eu l'intention de rassembler et d'envoyer à l'étranger des documents nuisibles à la sécurité nationale » (7). La rédactrice en chef du *Tuoi Tre (Jeunesse)* de Hô Chi Minh-Ville a été suspendue de ses fonctions, le 28 mai 1991, pour avoir publié en

première page un titre sur les *Lettres de Nguyễn Ai Quốc [Hô Chi Minh] à sa femme*, alors que, selon sa biographie officielle, il n'a jamais été marié (8) !

Le cinéaste français d'origine vietnamienne Gesbert Bernard Romai a été arrêté, puis expulsé, pour avoir tourné un film « falsifiant la situation au Viêt-nam et suscitant l'opposition » et introduit dans le pays des documents « réactionnaires » (9). C'est pour avoir reçu de tels documents que Bui Duy Tam, Américain d'origine vietnamienne, a été lui aussi expulsé. Il s'agit là de mesures d'intimidation qui visent à couper les contestataires de tous contacts avec le monde extérieur.

Les débats préparatoires au VII<sup>e</sup> Congrès du PCV ont été bel et bien verrouillés par la direction. C'est dire que le congrès lui-même ne résoudra aucun des problèmes posés par la situation très difficile que connaît la révolution vietnamienne. ★

6 juin 1991

6) C'est peut-être en ce sens (celui des libertés) que Viêt note qu'il faut parler de "démocratie populaire" et non de "démocratie bourgeoise" (voir sa *Lettre*, dans *Inprecor* n° 327 du 29 mars 1991). On notera que, si des critiques comme Bui Tin, Nguyễn Khắc Viện et Hoàng Minh Chinh se retrouvent, par exemple, sur l'exigence démocratique, leurs analyses respectives diffèrent aussi profondément, notamment dans leur appréciation de la dynamique sociale du capitalisme.

7) *Le Monde*, 15 mai 1991.

8) Hô Chi Minh semble avoir eu au moins une compagne en France, dans les années 20, et une autre, ultérieurement, en Chine.

9) *Le Monde*, 15 mai 1991.

Elles ont été conquises de haute lutte en Occident, contre la bourgeoisie, comme elles doivent l'être contre la bureaucratie (6). Nombre d'entre elles, comme le droit au travail et à la santé ou les droits syndicaux, sont d'ailleurs soumises aujourd'hui à de nouvelles attaques répétées dans les pays capitalistes développés eux-mêmes.

La transparence politique et le droit à l'information sont de ces libertés sans lesquelles il n'est pas de vraie démocratie. Il est donc fort symptomatique que la manipulation de l'information ait atteint, à l'occasion de la guerre du Golfe, des sommets rarement égalés. Ce conflit a, en fait, illustré à quel point le système (lui, proprement bourgeois) de parlementarisme présidentiel, en vigueur dans les pays occidentaux, a pour fonction d'étouffer la démocratie directe. Une guerre de grande envergure n'a-t-elle pas été engagée au nom des Etats-Unis, sans que jamais le peuple américain n'ait eu son mot à dire ? Quant au tiers monde capitaliste, il montre que ce type de démocratie s'accorde fort bien du clientélisme et du patronage des plus corrompus.

### L'arbre ne doit pas cacher la forêt

Hoàng Minh Chinh présente dans sa contribution un panorama par trop optimiste du monde actuel. Il tire de même un bilan trop unilatéral du passé, faisant du "gauchisme" le seul « générateur de toutes les maladies ».

Dans le domaine de la politique internationale, la politique stalinienne a été plus d'une fois "de droite". La révolution vietnamienne a aussi payé au prix fort cet "opportunisme"-là. En 1936-1939, quand, au nom de l'antifascisme, Moscou et le Parti communiste français (PCF) ont accepté le fait colonial en Indochine ; en 1945-1946, quand ils ont reconnu l'appartenance du Viêt-nam à la zone d'influence occidentale ; en 1954, quand l'URSS et la Chine ont imposé aux combattants indochinois des concessions lourdes de conséquences, lors des négociations de Genève ; au début des années 60, quand Khrouchchev a négocié un accord de coexistence pacifique avec Washington.

Ce débat n'est pas académique. Le réformisme — qu'il soit de facture social-démocrate ou stalinienne — a ouvert la voie à des contre-révolutions parmi les plus sanglantes, comme en Indonésie en 1965-1966, et au Chili en 1973.

La perspective que propose Hoàng Minh Chinh paraît donc bien illusoire.

Mais les questions qu'il pose n'en sont pas moins fondées — et les réponses n'ont rien de simple. Il faut relancer la dy-

# « Le cinquième dragon »

Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de la contribution au programme politique, rédigée par l'ancien recteur de l'Institut de philosophie de Hanoï, Hoàng Minh Chinh, dans le cadre du débat du VII<sup>e</sup> Congrès du PCV (voir *Inprecor* n° 324 et 327 des 15 février et 29 mars 1991). La traduction française est celle de la revue *Doàn Kêt* qui a publié l'intégralité de ce document dans son numéro d'avril 1991.\*

## DOCUMENT



LA [préparation du VII<sup>e</sup> Congrès de notre Parti] soulève des problèmes pratiques et théoriques brûlants et invite à la discussion. J'y réponds en toute franchise, sans chercher à ménager [les] susceptibilités. Les contraintes imposées à un article de journal me conduisent cependant à esquisser sans les élaborer mes idées sous forme de thèses.

● Une des grandes leçons que notre Parti (et bien d'autres) doit tirer des expériences vécues [concerne] le dogmatisme gauchiste infantile générateur de toutes les autres maladies.

Un exemple en est les "Thèses" avancées en octobre 1930 par Trân Phu, le premier secrétaire général du Parti. [Elles] sont basées sur une conception gauchiste de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat qui a dominé toute la pratique du Parti au cours de son histoire. Elles s'opposent au "Programme politique" du 3 février 1930 de Nguyễn Ai Quốc (1), qui prônait l'union nationale comme stratégie révolutionnaire. [Ces] "Thèses" ont eu des conséquences dévastatrices : [telles que] des insurrections précipitées [et la répression de ceux] qui se sont prononcés contre le dogmatisme gauchiste maoïste. [Des] campagnes qui portaient la marque du stalinisme et du maoïsme ont causé d'innombrables dégâts et pertes en vies humaines (...).

● Une autre leçon non moins importante [concerne] la stratégie d'union nationale des classes, des couches populaires de croyances religieuses, d'origine ethnique et d'opinions politiques différentes. Cette ligne politique, préconisée par Nguyễn Ai Quốc [en 1930] a été qua-

lifiée par Trân Phu, et le comité central de l'époque — voire l'Internationale complètement dominée par Staline — de droite, de réformiste, de nationaliste, et dénuée de position de classe. Ils ont contraint Nguyễn Ai Quốc à faire son auto-critique. Mais l'histoire de la révolution vietnamienne a montré de manière éclatante que chaque fois que cette grande politique d'union nationale est mise en œuvre, elle est couronnée de succès [et qu'elle] est non seulement indispensable dans la révolution nationale démocratique, mais également tout au long des étapes de la révolution socialiste (2).

### Un cancer inhérent

● [L'actuel] projet de programme propose une analyse de la situation mondiale [conforme à] la vision dogmatique d'il y a 30 ou 40 ans [ce qui] ne peut qu'aboutir à des orientations stratégiques qui ne correspondent pas, voire qui sont contraires, à la tendance générale du monde d'aujourd'hui.

[Or], depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les pays capitalistes (y compris les vaincus) ont su mettre à profit les révolutions scientifiques et techniques (y compris dans le domaine de la biologie, et surtout dans celui de l'informatique), s'auto-réguler, s'adapter à l'évolution rapide du monde, surmontant ainsi de nombreuses crises périodiques graves. S'ils ne sont pas complètement sortis de la crise générale, ils n'en ont pas moins réalisé des progrès prodigieux, passant à la civilisation post-industrielle et à la civilisation informatique. Cela est vrai même pour des pays nouvellement industrialisés du tiers monde, tels les "dragons" de l'Extrême-Orient (3).

Dans le même temps, le monde socialiste (en Europe, en Asie, en Amérique latine, comme en Afrique) s'est enlisé dans une idéologie abstraite du dogmatisme

## Hoàng Minh Chinh

● Né vers 1925. S'engage tôt dans l'activité militante. Emprisonné par le pouvoir colonial. Après 1945, combat dans l'Armée populaire de libération (décoré pour haut fait d'armes en 1954).

● Nommé à la direction des Jeunesses communistes après la libération du Nord Vietnam (1954). Envoyé, en 1957, à la tête de la première promotion vietnamienne à l'École supérieure des cadres du comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS).

● Est convaincu par le rapport Khrouchtchev (1956) sur les crimes de Staline de la nécessité de lutter contre l'influence stalinienne et maoïste au sein du PC vietnamien. Nommé recteur de l'Institut de philosophie, à son retour à Hanoï (1960). Rédige une plate-forme politique sur le conflit sino-soviétique, adoptée par le bureau politique du PCV.

● S'oppose à la ligne du comité central de novembre-décembre 1963, où le PCV s'engage dans l'opposition idéologique à Moscou, au côté du PC chinois. Rédige plusieurs textes défendant ses positions (1963 et 1967). Qualifié de "révisionniste", condamné sans procès, exclu du PCV, Chinh passe une dizaine d'années en détention et résidence surveillée.

● En juin 1981, envoie une pétition à l'Assemblée nationale. Une nouvelle fois condamné à la détention administrative. Libéré cinq ans plus tard, après le VI<sup>e</sup> Congrès du PCV (1986). Écrit, en janvier 1991, une "contribution" au débat préparatoire au VII<sup>e</sup> Congrès du PCV. ★

Source : *Doàn Kêt*

gauchiste (...). C'est là que réside la cause des crises économiques, politiques, sociales et morales latentes qu'a connues le socialisme depuis 45 ans, crises qui ont fini par éclater [au grand jour]. Le modèle du socialisme [a] volé en éclats [en 1989] par la volonté même des peuples concernés. On ne saurait décréter arbitrairement que cet effacement est le résultat de je ne sais quel complot impérialiste visant à "transformer pacifiquement" le camp socialiste. Ayons le courage d'en reconnaître la cause, en toute lucidité, quoi qu'il nous en coûte : un cancer inhérent qui a

\* Les notes et les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

1) Nguyễn Ai Quốc était un pseudonyme utilisé avant la Deuxième Guerre mondiale par celui qui deviendra le président Hồ Chí Minh. Les "Thèses" de Trân Phu sont aujourd'hui encore un document de référence officiel.

2) L'étape de la "révolution nationale-démocratique" précède pour l'essentiel la prise du pouvoir (1954 au Nord, et 1975 au Sud). La révolution socialiste lui succède immédiatement.

3) La Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong et Singapour.

rongé le corps du socialisme réel et qui est parvenu à son terme ultime (...).

L'humanité assiste en ce moment à un phénomène fondamental et merveilleux (...) qui échappe aux esprits dogmatiques. C'est, avec la fin de la guerre froide, la disparition du spectre de la guerre mondiale, de la conflagration nucléaire (ce qui n'exclut pas des conflits armés régionaux). L'affrontement cède la place au dialogue des nations, des Etats membres de l'ONU, qui pourraient coopérer pour trouver une solution aux problèmes brûlants qui menacent la survie du genre humain (...). Certes, nous ne sommes qu'au départ d'une route longue et semée d'embûches, mais la voie est ouverte.

### Les vertus des étapes

[La] civilisation informatique contraint les Etats, les nations et les peuples à évoluer rapidement, à réviser radicalement leurs conceptions du monde, de l'époque, du système social, [sur] toutes les questions essentielles (...). Pour accéder à l'ère informatique, chaque peuple se doit (...) d'accorder la première place au travail intellectuel — aux scientifiques, aux savants, aux créateurs, de promouvoir une éducation nationale moderne, de s'engager résolument dans la course au progrès scientifique et aux technologies nouvelles (...).

● (...) Après avoir remarqué avec justesse que « *le Viêt-nam est, au départ, une société coloniale, semi-féodale, son économie dominée par la petite production* » — classé par l'ONU parmi les dix pays les plus pauvres de ses 160 Etats membres, [le projet de programme] affirme que : « *Notre pays passe au socialisme en sautant l'étape du développement capitaliste* » (Projet de programme, chapitre 11, point 2). (...) Comment le Viêt-nam peut-il [procéder ainsi] ? La voie indiquée par Lénine implique « *l'aide fraternelle dans tous les domaines de la part des pays qui ont achevé l'édification du socialisme développé* ». Or, à l'heure actuelle, il n'existe aucun pays socialiste "grand-arrière" de ce type (...). Dans ces conditions, pour un pays tel le Viêt-nam, dont l'économie rurale arriérée est encore au stade pré-capitaliste, « *passer directement au socialisme en comptant sur ses propres forces, en sautant l'étape de développement capitaliste* » revient à suivre une voie qualifiée par Marx, Engels et Lénine d'anti-scientifique, anti-historique et utopique. A moins qu'on ne veuille compter sur les pays capitalistes développés pour nous aider (...) à construire directement le socialisme ! Comble d'ironie, c'est précisément ce que le projet de programme nous propose.

Je voudrais, pour terminer, faire cinq propositions.

◆ Renoncer définitivement à l'idéologie maoïste et partir réellement des conditions concrètes du Viêt-nam. [Elaborer] pour les quelques années à venir une ligne, une stratégie et un plan urgent de Salut national.

◆ Mettre en valeur tout le potentiel matériel et humain de toutes les classes et couches sociales, de toutes les ethnies, de toutes les confessions, de la diaspora vietnamienne dans le monde, en appeler à tous les capitalistes et les ouvriers, les paysans et les intellectuels de toutes les régions du pays (...). L'économie de marché doit obéir aux lois de la valeur, de l'offre et de la demande. Elle implique la concurrence légalisée, l'esprit créatif d'entreprise, le recherche du profit, la privatisation et la diversification des propriétés.

◆ Débloquer les relations extérieures dans le nouvel esprit promu par les Nations-Unies afin d'ouvrir le Viêt-nam aux investissements étrangers, aux technologies nouvelles et aux méthodes de gestion efficaces des pays capitalistes avancés, des pays nouvellement industrialisés et des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ouvrir des zones économiques spéciales le long de la côte, à l'instar de la zone chinoise de Shenzhen. Se donner l'ambition de devenir le cinquième ou sixième "dragon économique" dans une ou deux décennies.

◆ Oser suspendre l'objectif dit de « *construction immédiate et à long terme du socialisme* ». Il importe de se hâter lentement, car le socialisme tel qu'il était conçu par Marx, Engels et Lénine n'existe que sous forme de pensée abstraite, d'hypothèse de travail. (...) Des académiciens experts en marxisme-léninisme et en modèles du socialisme réel n'osent plus prétendre savoir répondre à la question : qu'est-ce que le socialisme ? (...)

### La "révolution bourgeoise-démocratique"

Revenons résolument au "programme politique de Nguyễn Ai Quôc" [des années 1945-55, à savoir] la plate-forme de "la révolution bourgeoise-démocratique" qui a su capter l'héritage culturel de la nation vietnamienne, répondre aux aspirations du peuple dans toutes ses composantes (...). Il va de soi que la révolution bourgeoise-démocratique est une œuvre de longue haleine (...). Les précédents historiques nous apprennent qu'il a fallu de cent à deux cents ans pour mener à bien cette grande révolution, qu'il s'agisse de la Révolution française de 1789 (200 ans), de la réforme de l'ère Meiji au

Japon (120 ans, à compter de la mission de Iwakura en 1871), ou de la Révolution américaine (200 ans).

◆ Le monde entier connaît le fameux mot d'ordre du président Hô Chi Minh : « *Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté*. » Le président disait également que l'indépendance sans libertés démocratiques n'est qu'une indépendance formelle. (...) Quelles sont les causes profondes de [l'absence, au Viêt-nam, de démocratie réelle] ? La première cause réside dans l'article 4 de la Constitution de 1980 qui a institutionnalisé les pouvoirs du Parti : « *Le Parti communiste du Viêt-nam est l'unique force dirigeante de l'Etat et de la société*. » Ce pouvoir absolu est devenu, aux mains des cadres à tous les échelons de la hiérarchie, en particulier les cadres dégénérés, une arme absolue autorisant tous les abus, les privilèges et prérogatives, la corruption, la répression, le mensonge et l'hypocrisie. Le pouvoir absolu du Parti s'est transformé en pouvoir personnel absolu de chacun de ses représentants (...).

L'histoire des 50-70 années écoulées de tous les Etats socialistes a établi cette implacable relation de cause à effet : le monopole économique, politique, idéologique, le monopole de l'information et de la vérité conduisent inexorablement au totalitarisme et à la dictature (...). Pour parvenir à une démocratie véritable, il n'est pas d'autre voie que celle indiquée par Lénine : « *Nous ne rejetons nullement les slogans de la démocratie bourgeoise, nous mettons en pratique ce qui est le plus démocratique dans ces mots d'ordre, et ce d'une manière plus radicale, plus complète et plus résolue* » (4).

L'humanité n'a trouvé jusqu'ici qu'un seul type de démocratie (ce n'est peut-être pas encore le meilleur) —, c'est le régime basé sur la séparation des trois pouvoirs, l'Etat de droit, le parlementarisme présidentiel, le pluralisme, la liberté de presse (...). Espérons que dans l'avenir, grâce au développement des institutions démocratiques des régimes capitalistes actuels (le capitalisme est loin d'être un modèle idéal, exempt de toute tare) et aux avancées dans le sens des idéaux humanistes du socialisme, l'humanité saura instaurer au cours des premiers siècles du troisième millénaire un régime pleinement libre et démocratique au service de l'homme (...). ★

22 janvier 1991

4) L'auteur donne pour référence V.I. Lénine, *Œuvres complètes*, Editions du Progrès, Moscou, 1980, t. 27, p. 558. Les éditions dont nous disposons ne nous permettent pas de retrouver cette citation pour donner le titre de l'ouvrage concerné.

**La peste brune**

Fin mai 1991, deux lycéens anarchistes, qui participaient à une manifestation contre l'Exposition générale de Tchécoslovaquie, ont été arrêtés, après une altercation avec la police. Les forces de l'ordre auraient été appelées par les organisateurs de l'exposition, soucieux de se débarrasser de ces turbulents manifestants.

Cette marche d'une centaine de lycéens apprentis, avait été appelée par les groupes anarchistes de Prague qui refusent cette propagande en faveur de la politique de restauration du capitalisme et cette tentative pathétique d'attirer le capital étranger. La police a violemment chargé les jeunes faisant plusieurs blessés.

Le 30 mai, une centaine de jeunes ont de nouveau répondu à l'appel des mêmes groupes anarchistes qui voulaient réitérer leur opposition à l'exposition, tout en manifestant contre les brutalités policières. Ils revendiquaient aussi la levée des poursuites judiciaires entamées contre les jeunes qui avaient été arrêtés. Ils ont, dans leur grande majorité, respecté la consigne des organisateurs : pas d'armes, pas de prétexte pour les flics !

Tout espoir de rassemblement pacifique a été anéanti lorsqu'un groupe de 150 skinheads, fortement armés de bouteilles de bière, de *mutchaka* et de bâtons, ont attaqué les manifestants. Les jeunes ont reflué sous l'effet de la panique et de la peur ; nombre d'entre eux ont été blessés.

La police, toujours présente lors des manifestations anarchistes, a, cette fois, tardé à intervenir. Les flics se sont tout de suite dirigés vers les anarchistes, effectuant plusieurs interpellations. Le substitut du maire de Prague, Jiri Exner, a même déclaré : « Si j'avais été témoin d'un tel incident il y a deux ans, j'en aurais conclu que les skinheads étaient employés par la police. »

Il semble que la réaction de la police soit le révélateur d'une tendance constatée depuis plusieurs mois, qui consiste à ignorer les agressions skinheads contre les immigrés, les homosexuels et la gauche, alors que les groupes anarchistes sont contrôlés de plus en plus étroitement. En laissant le temps aux skinheads d'agresser des jeunes, la police entend donner un coup d'arrêt à tout mouvement de gauche qui prétendrait ne pas se suffire de discussions dans des cercles étroits.

Les skinheads, aussi jeunes que les anarchistes et parmi lesquels on comptait plusieurs filles, arboraient des insignes fascistes, le drapeau allemand assorti de la formule « *Deutschland über alles* » et des uniformes militaires américains. Ils veulent « *nettoyer* » les rues de Prague de « *toute cette vermine* », Tziganes, chômeurs (considérés comme refusant de travailler), gauchistes, homosexuels, apparatchiks, etc.

Les groupes de gauche devraient, en tout état de cause, soutenir le droit des anarchistes, et, au-delà, leurs propres droits, à s'exprimer face à la montée de l'extrême droite et aux brutalités de la police. ★



**Naissance d'un nouveau parti**

La gauche socialiste mauricienne vient de connaître un important processus de regroupement. Fin avril 1991, l'organisation militante des travailleurs (OMT) et la Force militante progressiste (FMP) ont fusionné.

Ces deux organisations avaient déjà connu, depuis plusieurs années, des convergences pratiques dans les mouvements sociaux et notamment dans l'activité syndicale. Se réclamant toutes deux du combat socialiste, elles ont engagé ensemble un débat sur les raisons de la crise des régimes de l'Est, sur la démocratie, et sur la stratégie politique dans

les pays dominés comme l'île Maurice. Après être parvenues à un certain niveau d'accord, elles ont donc décidé de fusionner et de former le Parti militant des travailleurs (*Parti militant travayer*, PMT).

La tâche du PMT est considérable face à la fulgurante mutation socio-économique du pays à travers le développement de la zone franche industrielle (voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991). Il faudrait, à l'île Maurice, jeter les bases d'un nouveau mouvement ouvrier et lui permettre de s'exprimer enfin, en toute indépendance de l'*establishment* politique, et d'abord du Mouvement militant mauricien (MMM) de Paul Béranger dont le populisme est devenu fondamentalement conservateur, au service, notamment, des intérêts français dans la région.

Dans ce contexte, le PMT a l'opportunité de se construire et de s'affirmer comme une force utile à tous les mouvements de résistance populaire.

Dans ces pays, où il n'existe plus qu'un faible taux de chômage résiduel, où les femmes sont entrées massivement sur le marché du travail, où les qualifications professionnelles et les modes de vies changent rapidement, les luttes syndicales vont reprendre de l'importance si elles savent s'étendre à toute une série d'exigences démocratiques et sociales nouvelles — droits nouveaux pour les femmes, défense de l'environnement contre un développement touristique forcené, lutte intransigeante contre la corruption et la domination étrangère (notamment sud-africaine et française). ★

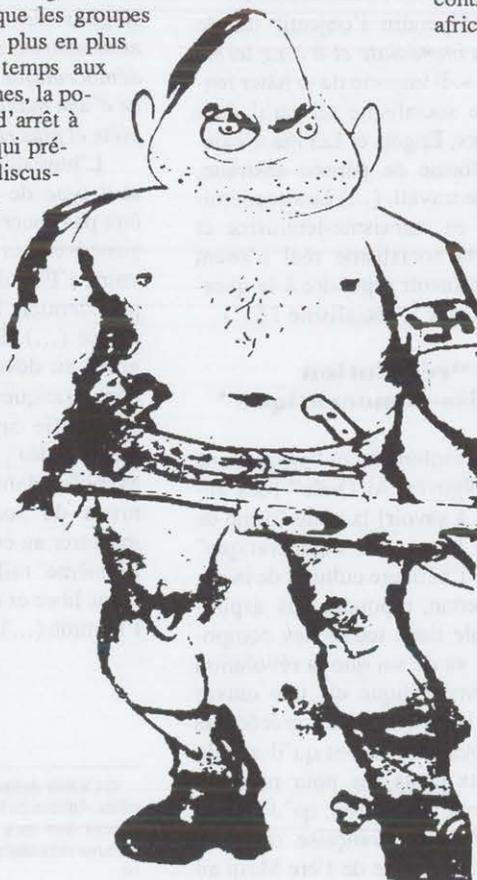
**L'avortement menacé**

Le 23 mai 1991, un jugement de la Cour suprême des Etats-Unis a confirmé l'interdiction faite aux cliniques qui reçoivent une subvention du gouvernement fédéral de "faire la promotion" de l'avortement. Elles n'avaient déjà plus le droit d'utiliser le financement fédéral pour pratiquer des avortements, mais, avec cette nouvelle disposition, le personnel de ces cliniques ne pourra même plus donner à une femme enceinte le moindre renseignement concernant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) ou sur tout établissement la pratiquant.

Les cliniques qui reçoivent un financement fédéral sont évidemment celles des quartiers les plus déshérités. Elles ont pour la

plupart, décidé de refuser la subvention afin de pouvoir continuer à aider au mieux les femmes qui viennent leur demander conseil. Dans quelques Etats, comme en Californie, le gouvernement local pourrait leur accorder un financement, mais il est clair que cette décision fédérale entraîne une limitation évidente du droit des femmes à choisir.

Adoptée en 1988, cette disposition avait été contestée par l'Etat et la ville de New-York, ainsi que par la Fédération *Planned Parenthood* ; le jugement de la Cour suprême vient de conforter le mouvement anti-avortement, qui y voit un pas vers la criminalisation totale de l'IVG. Pour l'ins-tant, l'avortement reste légal. Il n'en demeure pas moins qu'on ne peut pas utiliser l'argent du gouvernement fédéral (c'est-à-dire des contribuables) pour le pratiquer, ni même pour en parler ! ★



## Fusions à gauche



A Fiumara est le groupe des militants de la IVe Internationale en Corse. Ce groupe est lié à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale), mais jouit d'une autonomie de décision en ce qui concerne son intervention en Corse. Ce "statut" particulier est la conséquence de la lutte de libération nationale qui se déroule dans ce pays depuis une

quinzaine d'années. Le fait nouveau est l'entrée des membres d'A Fiumara — ils sont restés collectivement membres de la IVe Internationale — dans une organisation nationaliste révolutionnaire, A Cuncolta, qui lutte pour la libération nationale et sociale de la Corse.

La démarche est donc parfaitement claire pour tous. Les militants d'A Fiumara entendent bien participer à la lutte pour l'ensemble des droits nationaux du peuple corse et pour le socialisme au sein d'A Cuncolta, sans renoncer à leurs idées et au programme de la IVe Internationale.

Une telle décision n'aurait pas été envisageable sans une appréciation du cours de cette organisation nationaliste qui vient de subir une scission. Alors que la partie qui la quitte a proclamé dans son congrès constitutif « *le dépassement du nationalisme et du socialisme* », A Cuncolta maintient une perspective de rupture avec le capitalisme, le rejet du parti unique et de la centralisation bureaucratique. Son but est de construire une société capable de répondre aux besoins de l'ensemble de la population et non de quelques groupes. Une recherche de solutions dans le sens de l'autogestion est esquissée.

Nos camarades d'A Fiumara, tout en construisant A Cuncolta entendent bien participer à ce débat en y apportant les acquis de notre programme, notamment en intégrant la lutte pour les droits nationaux dans une perspective de la révolution socialiste à l'échelle internationale. ★

## ALLEMAGNE

### D'Ouest et d'Est

Le 20 avril 1991, les 200 participants au quatrième et dernier congrès national du *Kommunistischer Bund* (Ligue communiste, KB) ont décidé de se dissoudre : « *Le KB est dissout. L'action collective publique, ainsi que la base commune théorique et pratique qui fondait le KB n'existent dorénavant plus.* »

Fondé en 1971, par des groupes maoïstes — composés en grande partie d'étudiants — dans la vague de radicalisation de 1968, le KB comptait dans ses rangs un nombre important de jeunes travailleurs et d'apprentis. Dans les années 70, cette organisation était capable d'agir de façon significative ; dans certains de ses bastions, comme à Hambourg, elle faisait des cortèges au Premier Mai plus importants que ceux du syndicat officiel. Par ailleurs, le KB a joué un rôle important dans le mouvement de la paix ou écologiste.

Pourtant, ces dernières années, cette organisation était de

plus en plus marginalisée, et avait perdu peu à peu sa base dans les entreprises et ses positions dans les syndicats.

Par ailleurs, à Berlin-Est, les militants du Groupe socialiste révolutionnaire (GRS), qui affirment leur volonté d'adhérer à la IVe Internationale, ont organisé un débat public, le 16 mai 1991, avec Ernest Mandel et André Brie, le vice-président du Parti démocratique socialiste (PDS, ex-Parti communiste est-allemand), sur l'avenir du socialisme. Devant 800 personnes, deux positions — celle de la stratégie anti-capitaliste et anti-impérialiste et celle de la stratégie gradualiste — s'y sont nettement opposées. Ernest Mandel a participé à d'autres réunions du même type dans l'ancienne République démocratique allemande. ★

## Felipe n'ira plus à Séville !

Sur fond d'austérité et de faible mobilisation sociale (malgré une journée d'action dans les services publics, la veille du scrutin), les élections municipales du 26 mai 1991 ont surtout été marquées par un fort taux d'abstention (37,8 %), notamment dans les grandes villes.

Même s'il a perdu plus de 65 000 voix (avec 38,4 % des suffrages), le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) dépasse son score de 1987 et reste la première force du pays. Cependant, il perd des villes importantes (Madrid et probablement Séville et Valence) au profit de la droite du Parti populaire (PP). Pour garder la direction d'autres grandes agglomérations comme Barcelone, les socialistes seront contraints de passer des alliances, notamment avec le Parti communiste.

Si le PP est toujours loin derrière le PSOE (25,71 % des voix), il gagne plus de 600 000 voix et balaie le Centre démocratique et social (CDS), de l'ancien Premier ministre Adolfo Suarez.

Mais tant le PSOE que le PP seront contraints de s'engager dans une politique de pactes et d'alliances (avec les forces bourgeoises nationalistes catalanes, andalouses ou autres, dans les deux cas ; avec le PC pour les socialistes) ; pour garder ou accéder à la tête de certaines mairies ; ou pour préparer l'échéance législative de 1993.

La Gauche unie (pseudopode du PC) améliore son score électoral avec 8,4 % des voix et devrait renforcer sa présence institutionnelle. Les Verts n'ont pas fait la percée attendue (moins de 5 %).

Herri Batasuna, en Euskadi, souffre une légère perte d'influence électorale tout en recueillant 200 000 voix ; elle reste la première force de San Sebastian, par exemple.

La LKI-EMK (Ligue communiste révolutionnaire, Mouvement communiste d'Euskadi — voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991) a obtenu deux conseillers municipaux à Hernani et Antzuola, sur les cinq listes qu'elle présentait. ★



## ETATS-UNIS

### Des marines contre la guerre

Environ 2 500 GI ont refusé de participer à l'opération "Tempête du désert" ; 24 d'entre eux ont été emprisonnés dans un camp militaire où ils sont victimes de ce qu'un de leurs avocats a baptisé « *une triple stratégie d'isolement, d'intimidation et d'incarcération* » ; ils attendent, pour la plupart, d'être jugés en cour martiale. Leurs conditions de détention laissent beaucoup à désirer et ils ne bénéficient pas des droits constitutionnels de tout citoyen des Etats-Unis (visites des avocats, accès à leur dossier, etc.).

Trois GI, accusés de désertion, sont passibles de la peine de mort : le caporal Tahan Jones, l'un des principaux porte-parole du mouvement anti-guerre, qui s'est constitué prisonnier au corps de marines de Treasure Island (San Francisco), le 15 mai 1991 ; Erik Larsen, marine objecteur de conscience ; Kevin Sparrock, qui est accusé de désertion parce qu'il est revenu à sa caserne avec huit heures de retard !

Récemment, 33 évêques catholiques ont envoyé une lettre ouverte à Bush pour soutenir l'objection de conscience pour tous motifs, non seulement religieux — ce qui comprend donc « *l'opposition aux guerres injustes* ». Les familles de Larsen et de Jones ont formé un comité de défense qui s'appête à livrer une longue bataille juridique et politique. ★

# L'état de siège

**L'**OUVERTURE politique concédée à la révolte d'octobre 1988, élargie par la détermination du mouvement populaire, avait été mise à profit par le gouvernement pour légitimer des transformations économiques nécessaires et satisfaire le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que les créanciers impérialistes (1) : suppression du monopole d'Etat sur le commerce extérieur ; agrément à l'installation des concessionnaires étrangers (Fiat, Peugeot, etc.) ; refonte du système fiscal et dévaluation importante du dinar provoquant une baisse massive du revenu de la population ; mise en faillite progressive des entreprises d'Etat. Le contentement impérialiste est à la mesure des prêts italiens, japonais ou français qui font passer la dette de 26 à 36 ou 40 milliards de dollars — de quoi permettre au régime en banqueroute de passer l'échéance électorale.

Au niveau politique, le régime, ébranlé par la jeunesse du mouvement d'octobre 1988, avait tardé à se remettre en selle ; les mouvements sociaux et démocratiques avaient été contenus, leur mobilisation empêchée ou dispersée, leur structuration retardée par un arsenal légal contraignant et une lutte de tous les instants. Les intégristes, épargnés par cette répression, avaient offert, à partir de quelques mosquées, une direction de rechange au mouvement populaire.

La stratégie du pouvoir pour les municipales du 2 juin 1990, proposant le vote du Front de libération nationale (FLN), comme seul recours face à l'épouvantail intégriste, s'était retournée contre ses auteurs. Et le Front islamique du salut (FIS) avait bénéficié d'un vote sanction, s'assurant le contrôle de la quasi totalité des villes du pays. Mais c'était une victoire à la Pyrrhus : empêtrés dans une gestion sans espoir des municipalités asphyxiées par la crise du logement, du chômage massif et la pénurie organisée des crédits d'Etat, les intégristes ont perdu la confiance de leur électeur. La guerre du Golfe les a vus dans un retournement spectaculaire prendre, le 17 janvier 1991, la direction du mouvement populaire contre

**A** trois semaines des premières élections législatives pluralistes, le président Chadli Benjedid décrète l'état de siège, change de chef de gouvernement et reporte le scrutin *sine die*.

Pourtant, quelques jours auparavant, tout semblait aller au mieux pour le régime.

Le porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST) qui, dès l'annonce de l'état de siège s'est prononcé contre cette mesure, nous envoie une première réaction.

---

**Chawki SALIH**

---

Bush, après avoir tenté de défendre les Saoudiens — leur surenchère militariste a manqué de crédibilité et leurs contradictions les ont achevés.

L'épreuve suivante était la grève générale des 12 et 13 mars 1991, contre la vie chère, appelée par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et suivie à 95 %, que le FIS a cru pouvoir ignorer et combattre ; celle-ci sonnait le glas de son hégémonie.

Désenchantement de l'électorat FIS, influence du Front des forces socialistes (FFS) d'Aït Ahmed réduite à la Kabylie, poids électoral marginal de l'ancien président Ahmed Ben Bella, absence d'alternative ouvrière ou même populiste : Chadli précipite les échéances et fixe au 27 juin les élections législatives anticipées. Le scrutin à deux tours permet au FLN de jouer le "sauveur de la nation" face au "péril intégriste". Un découpage scandaleux — qui donne 21 députés à 1,8 millions d'Algérois et 84 au même nombre d'habitants de wilayas où le FLN est majoritaire — est quand même peaufiné.

Le FIS tarde à comprendre qu'il est piégé ; il menace de grève générale ; le FLN le met au défi, sûr de l'échec de cet appel dans un contexte de scepticisme, et de prise de distance à l'égard du jeu dérisoire des partis sans prise réelle avec le vécu de la majorité de la population. La grève, décidée pour le 25 mai, est un échec patent : les grévistes se comptent par unités ou par dizaines dans des usines de plusieurs milliers de travailleurs ; les commerçants ne ferment pas en masse pour exprimer peut-être leur dépit face à la concurrence des "marchés islamiques" ; les manifestants sont peu nombreux — quelques centaines de personnes, manifestation centrale de 3 à

7 000. Le FIS mise alors sur les manifestations de fin de journée, qui permettent de rallier des non-grévistes : il occupe les places des grandes villes.

Brutalement, au dixième jour, la jeunesse entre en scène, par solidarité devant les gaz lacrymogènes, mais aussi parce qu'il n'y a aucun autre rendez-vous donné pour exprimer le rejet du régime. Ce sont les jeunes non barbus qui résistent et installent des barricades dans plusieurs quartiers ; mais le mouvement est loin de l'envergure du 5 octobre 1988, limité à quelques quartiers d'Alger, et rejeté par une part importante de l'opinion publique qui craint les intégristes.

## Un profond malaise

Le malaise est grand ; les masses pardonneront difficilement aux "démocrates", obnubilés par leur campagne électorale, leur absence, et aux révolutionnaires leur impuissance.

Malgré l'état de siège, Chadli promet que l'ouverture démocratique sera maintenue ; il s'est même engagé à instaurer un gouvernement de coalition (en regardant, évidemment, du côté du Rassemblement culturel démocratique — RCD organisation d'implantation kabyle proche du pouvoir — et des libéraux) pour contenir le mécontentement populaire, et pouvoir donner quelques années de plus à son régime. Même s'il semble évident que le pays ne devrait pas retourner à la situation d'avant 1988, le malaise de la population persiste ; c'est une profonde instabilité qui va perdurer.

Si la direction du FIS est aujourd'hui la plus présente et la plus reconnue dans le mouvement de contestation — ce qui n'était absolument pas le cas en octobre 1988 —, même si elle ne l'organise pas concrètement, une partie importante de l'opinion prend ses distances par rapport aux intégristes. L'état de siège est accueilli de façon contradictoire par les Algériens : s'ils s'opposent à la répression, certains sont aussi soulagés et pensent que la situation sera plus stable. Un profond désarroi demeure, face au monopole détenu par les intégristes sur la protestation et à l'absence d'alternative. ★

Alger, 6 juin 1991

1) Voir *InpreCOR* n° 312 et n° 322 du 29 juin 1990 et du 18 janvier 1991.